

LES LIMITES
DU
DROIT DE GRÈVE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 21 Mars 1911, à 3 heures

PAR

PAUL DE LAMAZE

Président : M. SOUCHON, professeur.

*Suffragants : { MM. MASSIGLI, professeur.
PERREAU, professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1911

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES LIMITES
DU
DROIT DE GRÈVE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Mardi 21 Mars 1911, à 3 heures

PAR

PAUL DE LAMAZE

Président : M. SOUCHON, professeur.

*Suffragants : { MM. MASSIGLI, professeur.
PERREAU, professeur.*

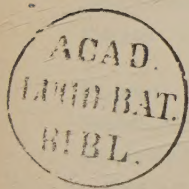
PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1911



BIBLIOGRAPHIE

- LEROY. — Le droit civil et le droit nouveau.
BARBERET. — Les grèves et la loi sur les coalitions.
Thèses sur le droit de grève, 1902-1903.
CHARLES BENOIST. — Organisation du travail.
L. BARTHOU. — L'action syndicale.
PAUL BUREAU. — Le contrat de travail.
EM. OLLIVIER. — Solutions politiques et sociales.
JEAN CRUET. — La vie du droit.
DELAGE. — Les grèves ouvrières.
- PLANIOL. — Traité de droit civil.
SIRREY ET DALLOZ. — Recueil de jurisprudence.
Pandectes françaises périodiques. — Recueil mensuel de jurisprudence et de législation.
Revue des grands procès contemporains.
- WYSEWA. — Le mouvement socialiste en Europe.
G. LEBON. — Psychologie du socialisme.
E. DE LAVELEYE. — Le socialisme contemporain.
G. SOREL. — Les illusions du progrès.
— Réflexions sur la violence.
H. LAGARDELLE. — Syndicalisme et socialisme.
G. SOREL. — La décomposition du marxisme.
J. GUESDE. — Le parti socialiste et la confédération du travail.
V. GRIFFUELHES. — L'action syndicaliste.
E. POUGET. — La confédération générale du travail.

Articles de l'*Economiste français* (Leroy-Beaulieu).

Articles de la *Revue Bleue* (Paul-Louis).

Journal Officiel. — Débats parlementaires. — Rapports.

LAVISSE ET RAMBAUD. — Histoire générale.

MANTOUX ET ALFASSA. — La crise du Trade-unionisme.

SIDNEY ET B. WEBB. — Histoire du Trade-unionisme.

L. SMITH. — Les coalitions et les grèves.

Rapport de la commission royale anglaise, 1905.

LES LIMITES DU DROIT DE GRÈVE

PREMIÈRE PARTIE

LE DROIT DE GRÈVE EN FRANCE

« Charité bien ordonnée commence par soi-même », dit le proverbe. Aussi, avant de limiter autrui, limitons-nous nous-mêmes. Sous le titre « Les limites du droit de grève », on pourrait traiter et des actes permis en temps de grève et des personnes auxquelles le droit de grève est concédé. Le premier point seul fera l'objet de ce travail.

Nous étudierons, d'abord, les règles que le législateur a entendu poser en 1864, 1884 et 1890. Cependant la loi n'est pas tout ; elle fixe une opinion, une idée, une théorie à une époque déterminée. Mais les opinions, les idées, les théories évoluent sans cesse : à peine promulgué, le texte qui les consacre appartient déjà à l'histoire, partant, il est trop vieux dès sa naissance. La vie et les mœurs marchent plus vite que les délibérations d'un parlement. Aussi en n'étudiant que le code on se bornerait à une compilation fort peu intéressante, si l'on n'y joignait un aperçu de la jurisprudence.

Sans doute les magistrats appliquent la loi ; mais ils peuvent, dans l'interprétation qu'ils en donnent, tenir compte des idées du moment ou les négliger, prêter l'oreille aux doléances sans cesse renouvelées des ouvriers ou appuyer l'autorité chancelante du patron.

Bref, le tribunal est un miroir où les choses se reflètent. Chaque jugement, en ces matières, est une plaque photographique où s'imprime un lambeau de la vie industrielle.

Mais le chapitre relatif à la jurisprudence serait un amas chaotique de sentences contradictoires, si l'on n'adoptait un plan bien défini. Le fait même de la grève fournit l'ordre cherché. La grève est une bataille et, comme toute bataille, les adversaires la préparent, la déclarent et la livrent. Puis chacun signe la paix et retourne à ses occupations. Préciser dans chacune de ces phases les actes permis aux belligérants et déterminer les manœuvres qui leur sont interdites, telle est l'ordonnance la plus simple que l'on puisse adopter.

Enfin borner un tel travail aux choses de France ne permettrait aucune conclusion intéressante. A l'étranger aussi la lutte de classes a son attrait pour le juriconsulte, attrait d'autant plus grand que l'on est peut-être plus impartial pour les affaires de son voisin.

L'Angleterre est tout indiquée à qui cherche un point de comparaison. Aux masses profondes d'ouvriers que l'usine a concentrées autour d'elle, que la mine a englouties dans ses puits noirs, elle oppose des patrons plus

forts et plus combatifs que ceux du continent. Les troupes adverses, admirablement groupées et disciplinées, présentent une cohésion qui ne se retrouve guère en France.

Arrivés de l'autre côté de la Manche, il ne nous sera plus possible d'adopter le même plan ; étudier la loi, puis la jurisprudence ne serait pas chose faisable : car là-bas les tribunaux établissent les lois aussi bien que le parlement. Une jurisprudence constante, une coutume adoptée de longue date, valent un monument législatif.

Il semble donc suffisant de passer en revue les événements d'importance qui ont marqué dans l'histoire l'évolution du droit de coalition : bills de 1824, de 1825 et de 1875. De 1875 à 1901 nulle loi n'est votée, nulle jurisprudence capitale n'est adoptée qui mérite une attention particulière. Mais passée cette dernière date, parlement et tribunaux regagnent le temps perdu. L'arrêt célèbre de 1901, puis la grande loi de 1905 nécessitent tous deux une étude particulière.

Le travail fini, on se laisserait aisément tenter par un parallèle entre les institutions et les mœurs des deux pays. Comme en toutes choses, on y remarquerait des ressemblances et des différences.

Les unes tiennent à des phénomènes scientifiques et économiques dont les effets n'ont point eu pour bornes les frontières des Etats. La vapeur a mis en mouvement les machines d'Angleterre aussi bien que celles de France. Là comme ailleurs, elle a réuni les travailleurs

en nombre toujours plus considérable autour de l'atelier. Ces hommes, en perpétuel contact, se sont compris puis entraides. Une âme collective leur est née et avec elle la solidarité est apparue. M. Viviani, dont l'éloquence hyperbolique n'assigne déjà plus de bornes aux fantaisies de l'esprit humain, le disait fort justement, lorsqu'il inaugurait par un grand discours son nouveau ministère : « Par la concentration des capitaux entre quelques
« mains et par le développement du machinisme sur le
« même champ de travail, deux collectivités sont dressées : les intérêts capitalistes ont pris corps sous la
« forme de sociétés anonymes ; les intérêts ouvriers ont
« pris corps sous la forme de collectivités ouvrières. Et
« de ces collectivités ouvrières peu à peu s'est dégagée
« une âme collective, peu à peu a surgi le droit collectif » (Chambre des députés, 8 novembre 1906) (1).

Les autres tiennent à des conditions psychologiques ou historiques nuancées à l'infini. Si une révolution économique fait sentir ses conséquences chez tous les peuples, ces dernières se différencient suivant la nature de l'homme qui les subit. Nulle analyse, si subtile, si ténue soit-elle, ne donnerait la cause absolue de cette variation. Car, dans le domaine psychologique, il semble fort difficile d'appliquer les règles célèbres de concordance et de différence autrefois posées par Bacon.

Mais la comparaison vaut-elle la peine d'être faite ?

(1) Charles Benoist, *L'organisation du travail*, p. 4.

La banalité du procédé permet d'en douter. Des conclusions générales sur le droit de grève, inspirées de la législation des deux pays, offrent un attrait plus sensible.

Remarquons, avant d'aborder le vif du sujet, que le droit n'est pas absolu, il se forme et se reforme sans cesse. Ses frontières instables vont, viennent, avancent, reculent, comme celles des marches et des provinces du moyen âge (1). Un statut à peine ébauché, une nouvelle revendication apparaît. Le compromis, adopté hier, demain sera répudié. C'est la lutte pour la vie sans cesse renaissante, c'est la lutte économique toujours plus âpre et plus rude qui font la loi, un jour, pour la briser ensuite.

Sans compter enfin que la question ouvrière est de date récente. Les rédacteurs du code l'ont résolue en deux traits de plume : elle n'existait à leur époque qu'à l'état d'embryon. Aussi dans notre droit, aucune voie large et droite n'est tracée, aucun principe n'est posé, qui permette, pour une espèce particulière, de donner une solution théoriquement et absolument exacte. — De toutes ces considérations, ressortent les difficultés et les obstacles semés à l'envie sur notre route : leur nombre, il est vrai, ne fera qu'égayer la monotonie du paysage. Laissant donc là les discussions philosophiques, commençons notre grand voyage historique et juridique à travers la France et l'Angleterre.

(1) Comparaison chère à Ierhing.

CHAPITRE PREMIER

LA LOI FRANÇAISE ET LA GRÈVE.

LOI DE 1864.

La loi Le Chapelier déclarait illicite toute espèce de grève. Elle le faisait d'ailleurs avec d'excellentes intentions : elle voulait, par ses rigueurs, protéger la liberté du travail. Mais punir la coalition, sans interdire ce qui sert à la préparer, serait œuvre bien illusoire. Aussi le législateur révolutionnaire prohiba sans pitié les groupements, jurandes ou corporations. L'association, d'après lui, ne faisait qu'opprimer ses membres : il rendait donc à l'homme un signalé service en l'isolant dans la société. Conséquence : toute tentative d'entente, même passagère sera délictuelle, que dis-je, « anticonstitutionnelle ».

M. P. Louis, dans la *Revue Bleue*, n'a vu dans l'entreprise de la Révolution, qu'une satisfaction donnée à la bourgeoisie manufacturière et commerçante. Est-il donc libre, le prolétaire incapable de défendre ses droits et qui tombe, sans recours aucun, sous la fêrule du patron ? Non sans doute. Mais quoi qu'on dise, cette réforme n'avait pas le caractère d'une réforme de classe.

Rien de plus naturel, au fond, que la réaction de 89 contre les abus de l'ancien régime : le procès des corporations n'est plus à faire. Aussi il est à présumer que, si la bourgeoisie se réjouit, comme le dit M. P. Louis, de leur suppression, il y eut au moins quelques ouvriers qui n'en furent point fâchés. La loi Le Chapelier ? Mais elle faisait œuvre démocratique ; elle arrachait les humbles aux griffes de l'aristocratie du travail qui s'était développée, riche et puissante, à l'ombre séculaire des associations.

Et puis, la Révolution, nouveau régime politique, ne pouvait d'emblée autoriser les vastes ententes qui sont un danger pour tout Etat encore faible. Instinctivement, un gouvernement, même issu du peuple, se méfie des entreprises de celui qui l'a porté au pouvoir. Aussi rapide a été sa fortune, aussi prompt peut être sa défaite. Le chancelier de Séguier le remarquait fort justement quelques années avant 89, dans une de ses harangues : « Il
« est surtout des classes, disait-il, sur lesquelles la po-
« lice doit réunir toute sa vigilance. Elle veille de loin
« sur le riche : il est intéressé au bon ordre ; mais en
« protégeant le pauvre, elle veille de près sur sa con-
« duite, parce qu'il n'aurait qu'à gagner dans le trouble.
« Et quelle classe doit attirer de plus près son attention,
« qu'une classe d'hommes d'autant plus dangereux que
« leur art leur fournit plus de moyens pour nuire, et
« d'autant plus à craindre qu'ils ont plus de besoins ? »

Cependant la loi, fût-elle votée d'enthousiasme, n'a pas

l'effet magique d'arrêter l'évolution scientifique et économique d'un peuple. Elle la retardera peut-être : mais rien de plus. Ainsi, pendant quelque temps, rien ne contraria les mesures prohibitives de 1791. Mais l'individualisme avait eu beau triompher en 89, la concentration capitaliste et ouvrière n'en allait pas moins commencer avec les usines et les ateliers. Entassés en nombre toujours plus grand, les travailleurs se sentent un jour capables de résister à l'ennemi. Pour la lutte, ils n'ont qu'une arme : la grève. Forcément ils l'emploient.

En France, ce qui devait arriver, arriva. A partir de 1825 les coalitions apparaissent et jusqu'en 1864 la statistique en compte 1251. « La grève résulte, inéluctablement, fatalement, de certaines circonstances économiques, écrit M. P. Louis dans la *Revue Bleue*, et les exemples récents de la Russie attestent que même des mesures extrêmes ne peuvent enrayer son développement » (1).

Lorsqu'un acte interdit se renouvelle tous les jours, sans que le pouvoir se sente de taille à y mettre le holà, mieux vaut, pour lui, permettre aujourd'hui ce qu'il défendait hier et cacher son impuissance sous une apparence générosité.

Aussi en 1865 l'Empereur et le Corps législatif résolurent d'abolir la loi Le Chapelier. Cependant, à peine

(1) Cf. même sens, *La vie du droit et l'impuissance des lois*, par J. Cruet.

l'idée était-elle admise, qu'une grave question se posa. Autoriser la grève, fort bien. Mais la liberté du travail qu'allait-elle devenir en cette affaire ? Des mesures énergiques semblaient nécessaires pour la faire respecter. D'aucuns pourtant estimèrent le droit commun plus que suffisant. « J'ai étudié le code pénal très attentivement, » disait J. Simon, et je suis sorti de cette étude avec la conviction que l'ouvrier qui veut travailler est très complètement, très parfaitement protégé par les mêmes lois qui nous protègent tous. »

Rossi, fort écouté à cette époque, allait plus loin encore. Il y avait danger, d'après lui, à transformer en délits spéciaux des faits quelconques qui deviendraient délits à la première occasion. « C'est par l'abus d'un tel principe, s'écriait-il, que périssent les libertés publiques. » La phrase fait sensation, mais la liberté de coalition a-t-elle donc péri parce que les articles 414, 415, 416 du code pénal ont été votés ?

Malgré la résistance, E. Ollivier fit triompher la thèse adverse. Pour se rendre compte s'il avait raison de défendre avec ardeur les mesures exceptionnelles qu'il voulait appliquer aux délits de la grève, il n'y a qu'à étudier les faits.

Sans doute la loi de 1864 n'innovait pas. Les coalitions s'étaient multipliées en France depuis quelques années. Les ouvriers, en se disciplinant, avaient transformé en arme dangereuse ce qui d'abord n'était qu'un joujou entre leurs mains. Leur sagesse même avait su, parfois,

se concilier l'opinion publique. Ainsi en 1862 une grève éclatait à l'imprimerie Dupont : ses employés n'avaient pas trouvé d'autres moyens pour protester contre le travail des femmes à prix réduit et réclamer une augmentation de salaires. Traduits en justice pour infraction à la loi ils furent acquittés par le tribunal ou graciés par l'Empereur.

Ce n'était cependant pas là une raison pour lâcher la bride au prolétariat. Il avait agi jusqu'alors avec d'autant plus de prudence qu'il manœuvrait en marge du code. Mais une liberté lui était donnée et toute liberté entraîne avec elle des excès. Le législateur agit donc sagement en les punissant avec rigueur. Jamais encore l'on n'avait reconnu aux ouvriers de droit positif et formel : il était facile de prévoir qu'ils chercheraient vite à abuser de la tolérance du gouvernement. On ne saurait objecter que la loi de 1849 leur avait déjà fait une première concession : elle mettait simplement l'employeur et l'employé sur le pied d'égalité en appliquant les mêmes peines aux coalitions des uns ou des autres.

Enfin, le contrat de travail subissait une transformation radicale : il résultait autrefois d'une dispute personnelle d'homme à homme, d'un jeu naturel de la loi de l'offre et de la demande. Autant d'individus, autant de contrats. Mais à présent, il va tendre sans cesse à devenir collectif. Autorisés à faire valoir en corps leurs réclamations, les ouvriers imposeront au patron des conditions qu'il devra observer vis-à-vis de chacun d'eux.

Bien mieux, ils auront voix au chapitre dans une foule de questions d'ordre purement industriel : heures de travail, travail aux pièces ou à la journée. L'employeur est dépossédé de ses antiques privilèges : son adversaire se les approprie.

Une réforme aussi grave nécessitait, quoi qu'on dise, des mesures spéciales. Il y allait du reste de son propre intérêt : que l'on ait laissé les grévistes sous l'empire du droit commun et bien des abus auraient été commis qui auraient entraîné une répression plus sévère que celle du code pénal.

J'entends bien la grande objection de M. Barthou, qui s'est fait, en la matière, le champion du droit commun. Regardez l'histoire, nous dit-il. La loi du 22 germinal an XI sur la police des manufactures, fabriques et ateliers disposait formellement que si les actes de coalition « étaient accompagnés de violences, voies de fait, attrou-
« pements, les auteurs et complices seraient punis des
« peines portées au code de police correctionnelle ou au
« code pénal, suivant la nature des délits. » Elle s'en référait donc au droit commun pur et simple sous un régime qui interdisait toute espèce de coalition. Pourquoi donc fallait-il des mesures exceptionnelles précisément à l'époque où l'on en reconnaissait la liberté ? « Il me
« semble, s'écrie-t-il, que ce rapprochement porte en lui
« une force d'argumentation irrésistible et qui dispense
« d'insister davantage contre l'application, à la fois inutile et dangereuse, de la législation spéciale de l'article

« 414 aux violences, voies de fait et menaces accomplies
« en temps de grève. »

Cette force d'argumentation est-elle **donc** si irrésistible que le veut M. Barthou ? Du reste, si elle l'est à ce point, pourquoi les articles 414 et 415 subsistent-ils encore ? Ce n'est pas une objection, dira-t-on, que de faire état de la nonchalance parlementaire, même à l'égard d'un argument irrésistible. Admettons. Mais il y a une autre raison qui milite en faveur du code pénal et qu'a très bien indiquée M. Barthou lui-même dans ce même livre *l'Action syndicale*. « Dans tous les pays, dit-il, la reconnaissance légale de la liberté professionnelle s'est
« accompagnée de violences. Le passage est toujours
« difficile de l'interdiction à la liberté. »

Je n'oserai pas dire qu'un semblable aveu est un argument irrésistible : mais il a bien sa valeur.

En somme E. Ollivier voyait juste lorsqu'il soutenait et faisait triompher sa thèse.

CHAPITRE II

ARTICLES 414, 415 ET 416 DU CODE PÉNAL

D'aucuns semblèrent croire qu'en substituant à la prohibition de la grève des pénalités contre les atteintes graves (art. 414 et 415) ou légères (art. 416) à la liberté du travail, le législateur faisait avec l'ouvrier un marché de dupes : il retirait d'une main ce qu'il donnait de l'autre. Jules Favre prononça un réquisitoire véhément contre le projet du gouvernement auquel il reprochait de n'instituer ni la liberté ni l'interdiction de la liberté : on organisait d'après lui une équivoque voulue. Son tort le plus grave, disait-il, était de supposer une coalition de sages, une coalition métaphysique, car, dans la réalité, il n'y aurait pas de chômage concerté, si innocent fût-il, qui ne tombât sous le coup de la loi (1).

Jules Simon fut du même avis. Pourquoi restreindre si fort la faveur nouvelle en érigeant en délit spécial les violences commises en temps de grève, en les punissant plus sévèrement que si elles s'étaient produites en temps normal ? Dans ces attaques contre la proposition d'Em.

(1) Cf. P. Louis, même opinion.

Ollivier, il insista sur le mot « manœuvres frauduleuses » de l'article 414 disant qu'aucune suspension de travail n'échapperait aux poursuites judiciaires.

Mais le rapporteur expliqua clairement ses intentions. Les coalitions patronales et ouvrières seraient toujours libres. Les coalitions même violentes seraient toujours respectées. Seuls les auteurs de violences, voies de fait, manœuvres frauduleuses seraient toujours poursuivis. D'autre part la gravité des intérêts en jeu faisait un devoir de considérer la grève comme une circonstance aggravante pour les excès et les désordres qu'elle suscitait.

« La justice, disait avec force E. Ollivier, est atteinte
« davantage lorsqu'au fait déjà coupable de la violence
« s'ajoute l'intention plus coupable encore de porter
« atteinte à la liberté du travail. Si un ouvrier est blâ-
« mable de frapper un de ses camarades dans une rixe,
« il l'est plus encore de le frapper pour que, malgré lui,
« il quitte l'atelier. »

La liberté du travail, tel était le motif fondamental des articles d'exception du code pénal. On voit quelle fortune avait faite le principe établi pour la première fois par Quesnay dans ses *Maximes*. En son nom, on supprima les corporations; en son nom, la loi de 1864 frappa rigoureusement les excès des grévistes. Plus tard, c'est au nom de la solidarité qu'on en demandera l'abrogation et le coup de poing du travailleur apparaîtra à quelques-uns comme un geste noble et beau, comme un

symbole digne d'admiration ; on le jugera moins délictueux que le coup de poing de l'ivrogne : avis à qui le reçoit.

Remarquons, en passant, que jamais en Angleterre des principes n'auront une telle influence sur une réforme législative.

Ainsi, la coalition est un droit ; la grève, une liberté. Mais certains délits sont atteints plus gravement lorsqu'ils accompagnent le chômage concerté : étudions les brièvement, avec le code pénal.

§ 1. — Article 414.

« Sera puni d'un emprisonnement de 6 jours à 3 ans
« et d'une amende de 16 à 3.000 francs ou de l'une de ces
« deux peines seulement, quiconque, à l'aide de violence, de
« ces, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses,
« aura amené ou maintenu, tenté d'amener ou de maintenir
« une cessation concertée du travail, dans le but
« de forcer la hausse ou la baisse des salaires ou de
« porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du
« travail. »

a) — *La violence* est « la contrainte exercée sur la volonté d'une personne », dit M. Planiol (1). Pour la définir, il l'envisage en elle-même. Le code la considère dans ses effets et dit, dans son article 1112 : « La violence doit faire naître la crainte d'un mal considéra-

(1) Tome I, p. 408.

« ble. » Que ce mal menace la personne ou les biens, peu importe. En tout cas deux conditions doivent être réunies pour qu'il y ait violence. Il faut : « 1° La crainte présente ; 2° d'un mal considérable. L'article 311 du code pénal, qui prévoit les coups, les blessures et autres violences ou voies de fait, les punit d'un emprisonnement de 6 jours à 2 ans et d'une amende de 16 à 200 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement. L'article 414 établissait donc une aggravation appréciable et pour la peine de l'emprisonnement et pour la peine de l'amende.

b). — *Les menaces* ne sont atteintes par le code pénal (article 305), que si elles sont accompagnées de circonstances aggravantes ou si elles visent les crimes d'incendie ou d'assassinat. L'article 414 les punissait, sans les définir, il est vrai, ni donner au juge d'indication précise.

c). — *Les manœuvres frauduleuses* n'avaient eu, jusqu'en 1864, que des conséquences civiles. Elles étaient assimilées au dol. Elles comprenaient donc tous les moyens plus ou moins délicats qu'une personne emploie pour en amener une autre à contracter avec elle. A ce titre, elles tombaient sous le coup de l'article 1116, qui traite des vices de la volonté dans les contrats, ou du fameux article 1382, au titre des délits et des quasi-délits : « Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui
« un dommage, oblige celui par la faute duquel il est
« arrivé, à le réparer. » On les prévoyait encore dans

le code pénal. Mais elles n'y étaient pas considérées comme un délit propre, mais seulement comme un des faits constitutifs du délit d'escroquerie.

Invité à s'expliquer sur ces mots, Em. Ollivier répondit par des exemples hypothétiques : Ceux qui provoqueraient une grève en répandant de faux bruits : en assurant faussement que les ouvriers d'une ville voisine ont obtenu une augmentation de salaires ; que d'autres corps d'état se sont solidarisés avec eux, commettraient le délit en question. Il s'agissait, en somme, du délit de fausses nouvelles prévu et puni par la loi du 17 février 1852, de un mois à un an de prison et de 500 à 1.000 francs d'amende. Là encore la pénalité se trouvait aggravée.

§ 2. — Article 415.

Cet article, le plus sévère des trois, place sous la surveillance de la haute police, ceux qui auront commis les actes prévus par l'article 414 d'après un plan concerté. Il devait fréquemment trouver son application, car, généralement, les grévistes se concertent avant d'entamer la bataille ; de même qu'ils déterminent les armes dont ils comptent faire usage.

§ 3. — Article 416 (aujourd'hui abrogé).

Il punissait de 6 jours à 3 mois de prison et de 16 à 300 francs d'amende les patrons ou ouvriers qui, à l'aide d'amendes, défenses, proscriptions, avaient porté

atteinte au libre exercice du travail ou de l'industrie. J. Favre s'étonnait de cette disposition ; elle excitait fort sa verve : « Avec un tel article, s'écriait-il, si j'avais
« l'honneur de faire partie du ministère public, on pour-
« rait me donner une coalition quelconque à choisir, la
« plus innocente des coalitions les plus innocentes, il
« n'en est pas une seule qui échappât à la poursuite et
« à la condamnation. » Napoléon III, qui était sans doute un ironiste consommé, le nomma, plus tard, procureur impérial. Il désirait apparemment le mettre à même de réaliser ses promesses et de montrer au public les rares qualités dont il se croyait abondamment pourvu.

En fait, l'article 416 n'était pas le seul à apporter une étroite limitation à la liberté nouvelle ; mais bon nombre d'autres prohibitions venaient encore l'entraver.

Les ouvriers n'avaient ni le droit de réunion, ni le droit d'association. Toute association de plus de vingt personnes était interdite. Comment alors constituer une grève ? La chose apparaît impossible. Il est vrai que si le texte même des lois y mettait obstacle, la cour de cassation, plus large et plus généreuse (arrêt du 7 février 1868), donnait un moyen de tourner la difficulté. Elle distinguait, en effet, l'association permanente, toujours prohibée, et l'association passagère de coalition, devenue licite.

Toute réunion était interdite ; une cessation de travail

devait donc être l'explosion spontanée et générale de la colère des ouvriers.

Mais n'est-ce pas cette soudaineté même qui souvent fait le danger des rivalités entre employeurs et employés ? Sans doute. Cependant il n'y a pas là un motif suffisant pour diriger une nouvelle attaque contre la loi de 1864. Comme toute œuvre humaine et parlementaire, elle n'était point parfaite. M. de la Palice lui-même le constaterait. Mais son imperfection tenait plus à l'ensemble de la législation dans laquelle elle venait s'encastrier qu'à des défauts inhérents à son texte ou à son esprit. Et n'aurait-elle fait qu'assagir le chômeur en le mettant en garde contre lui-même, qu'on devrait lui en savoir quelque gré.

CHAPITRE III

LOI DE 1884. ABROGATION DE L'ARTICLE 416.

« Les délits ouvriers d'hier vont constituer leur droit d'aujourd'hui » (1).

Il ne serait pas téméraire de répéter cette phrase en tête de tous les chapitres qui vont suivre. Lentement, mais sûrement, le prolétariat marche à la victoire. Un par un, il arrache à son adversaire les attributs de son antique puissance. Une par une, il lui prend ses armes et les retourne contre lui.

Le premier effet de la loi de 1884 sur la matière qui nous occupe, a été l'abrogation de l'article 416, qui ne visait que les atteintes légères à la liberté du travail : les amendes, défenses et proscriptions. Les prohiber, tout en reconnaissant les syndicats, disait-on généralement, n'était point admissible. Sans ces moyens, comment agir dans une association ? La chose n'était pas faisable. Sous peine d'une injuste contradiction, il fallait donc supprimer les dispositions surannées du code pénal.

(1) J. Cruet, déjà cité.

Cependant, il n'est pas inutile de remarquer que le texte de 1884, comme celui de 1864, ne faisait que légitimer les événements. Si la loi Le Chapelier interdisait toute association, qu'elle fût patronale ou ouvrière, si l'article 291 du code pénal punissait les associations de plus de 20 personnes, les patrons et ouvriers, ayant des intérêts communs, avaient réussi, quand même, à former des groupements en les décorant du nom de chambres syndicales. La tolérance des tribunaux d'abord, du parlement ensuite, leur avait permis de vivre sans nulle inquiétude (1). Et, lorsque le législateur reconnut officiellement l'évolution économique et sociale que sa volonté n'avait pas arrêtée, on comptait 237 chambres syndicales à Paris et 350 en province. Il n'instituait donc pas un nouvel organisme ; il consacrait une forme particulière d'association qui existait de longue date et fournissait le moyen d'en créer d'autres. Là encore les faits avaient devancé la loi.

Si donc les chambres syndicales avaient vécu sous le régime de la tolérance, malgré l'article 416, pourquoi n'auraient-elles pas continué de même une fois reconnues ? D'autre part, il y avait lieu de craindre que la réforme proposée ne mît l'individu sous la férule du syn-

(1) Et même à partir de 1868, elles sont à moitié officielles, officieuses si l'on veut. En effet, une circulaire ministérielle décida alors d'appliquer aux associations ouvrières le même traitement qu'aux associations patronales.

dicat, en donnant à celui-ci des armes pour tyranniser ses membres.

Quelques députés, entre autres M. M. Barthe, jugèrent donc que les prohibitions du code pénal étaient absolument nécessaires.

Waldeck-Rousseau ne le crut pas (1). D'après lui, l'association ne faisait courir aucun danger au travailleur ; bien mieux, l'individualisme était une puissance telle qu'elle ne ferait que croître et se fortifier sous son influence (2). Il fallait donc la laisser agir à sa guise et lui permettre d'employer tels moyens qui lui sembleraient bons, s'ils ne portaient, du moins, aucune atteinte grave à la liberté de ses adhérents. Son opinion triompha aisément. — Mais la loi de 1884 n'a pas étendu le droit de grève seulement par l'abolition de l'article 416 et ses dispositions positives, mais plus encore par l'esprit général qui l'anime.

La liberté de coalition et la liberté syndicale s'adossent l'une à l'autre. Elles se compénètrent, elles se confondent presque. S'il est vrai que la liberté de coalition a agi sur le mouvement syndical, en l'accélérant, il n'en reste pas moins que le mouvement syndical agit beau-

(1) Cette opinion était-elle justifiée ? On peut en douter et penser avec M. Paul Boncour que « la liberté du travail complétée par la « liberté d'association, exclut la liberté de travail, telle que l'avait « établie la Révolution. »

(2) « Je crois, disait-il, que l'individualisme est une force naturelle, qui loin de s'absorber dans l'association saura se fortifier » par elle ».

coup plus efficacement sur le droit de grève dont il conditionne tous les phénomènes.

La souveraineté du nombre est reconnue pour la première fois en 1884. Elle est ratifiée. L'ouvrier prend conscience de sa force. Il devient une puissance. A preuve : la statistique, à partir de cette époque, accuse un nombre croissant de chômages concertés (1). Quelques-uns proviennent bien de lois économiques inéluctables ; mais qui pourrait nier l'influence de ce nouvel élément psychologique.

Le parlement, il est vrai, eut l'intuition des graves conséquences qui pourraient résulter de ses réformes. Il craignit que la coalition ne devînt une arme anarchique et dangereuse. Donner l'estampille officielle à une force sociale est bien ; la laisser sans contrepoids est imprudent. Mais qui donc allait dorénavant jouer le rôle de régulateur ? Qui donc allait se charger de modérer l'ardeur prolétarienne ? l'Etat ! L'Etat dont le contrôle devait s'exercer sur tous les syndicats, par la déclaration préalable et obligatoire, que ceux-ci étaient tenus de faire, avant d'être admis à la vie légale. A dire vrai, l'Etat n'est guère apte à jouer le rôle que l'on a voulu lui assigner. Qu'est-il donc ? Un mot et voilà tout. En l'espèce, l'Etat, c'est le gouvernement ; et un gouvernement populaire et démocratique oserait-il contrecarrer le peuple et la démocratie ? En tout cas, en s'immisçant dans la vie syn-

(1) La statistique en accuse 144 en 1883 et 902 en 1900.

dicale, le pouvoir central cherchait à la régler sinon à la ralentir. On s'acheminait vers la codification de la grève, comme en témoigne le projet que le président du conseil d'alors, M. Waldeck-Rousseau, devait préparer plus tard avec M. Millerand, pour prévenir, grâce à des stipulations rigoureuses, les mouvements révolutionnaires.

Cependant l'Etat n'était pas la seule personne publique qui fût appelée à s'occuper du monde ouvrier. Il en existe une autre, la commune, qui, bon gré mal gré, dût s'intéresser à l'existence des syndicats. A dire vrai, l'intérêt qu'elle leur porte est des plus médiocres, puisqu'elle est tenue (article 10 de la loi de 1884), d'indemniser les victimes de la fougue des grévistes. Mais de la médiocrité même de cet intérêt résulte une heureuse conséquence : le maire, pour éviter les responsabilités délicates, se dépêchera, au cas de conflit aigu, d'assurer l'ordre public par tous les moyens que la loi a mis à sa disposition. Sans discuter ici la question de savoir si la commune, à l'exemple de l'Etat, doit être mise à l'abri de tout recours en pareille matière, il faut constater qu'il n'était pas de moyen plus pratique de l'obliger à intervenir que d'édicter sa responsabilité pécuniaire, s'il y avait eu, de sa part, surveillance insuffisante (1).

(1) Voir à ce sujet dans la *Revue des grands procès*, les débats de l'action intentée par les frères Crettiez contre la ville de Cluses.

CHAPITRE IV

L'ARTICLE 1780 DU CODE CIVIL ET LA LOI DE 1890

Après avoir déterminé les responsabilités pénales auxquelles s'exposent les grévistes, le législateur n'avait point terminé sa tâche : il lui fallait encore préciser les réparations civiles que toute coalition est susceptible d'entraîner.

En effet, le travailleur ne joue pas dans la société un rôle indépendant. Comme tout individu, il est en rapport avec ses semblables et plus particulièrement avec son patron. Un contrat les lie mutuellement. Il était donc nécessaire d'en fixer les termes et les effets, ou tout au moins d'étudier les conséquences que sa rupture peut amener.

La grève est une arme donnée à l'employé contre son employeur ; mais elle est une arme dangereuse et, qui plus est, fort coûteuse. Il y aurait eu injustice flagrante vis-à-vis du patron, à ne pas le prémunir contre les préjudices immenses qu'un chômage inopiné lui occasionne la plupart du temps ; et, faute grave vis-à-vis de l'ouvrier, à ne point le mettre en garde contre ses propres imprudences.

En un mot, le parlement, après le vote des lois de 1864 et 1884, avait encore à traiter du louage de service.

Une question de cette importance aurait nécessité un texte d'une ampleur méticuleuse : le législateur préféra adopter un petit paragraphe d'une concision remarquable.

Toutefois, avant de développer ce laconisme déconcertant, il ne paraît pas inutile de donner quelques détails sur le contrat de travail.

Il peut être fait pour un temps déterminé : les parties en fixeront alors la durée par un chiffre (6 mois, un an), ou bien elles conviendront que le contrat prendra fin avec l'accomplissement d'une tâche particulière ; il peut aussi être établi pour une durée indéterminée. Cette dernière hypothèse est celle que l'on rencontre le plus fréquemment : nous allons l'étudier en première ligne. Il s'agit, en somme, d'un contrat qui ressemble, en tous points, aux baux faits verbalement. Mais, alors que l'article 1736 du code avait prévu la résiliation du bail, décidant que chaque partie a le droit d'y mettre fin, à condition de prévenir l'autre quelque temps à l'avance, aucune stipulation du législateur n'avait précisé la question en matière de contrat de travail, avant la loi de 1890.

Jusqu'alors, l'article 1780 s'était borné à dire qu'on ne pouvait engager ses services pour la vie : solution lapidaire, suffisante au début du XIX^e siècle, mais impraticable avec les développements de l'activité industrielle. Sous ce régime, le louage d'ouvrage dépendait

de la volonté de l'une ou l'autre des parties. Sans doute les usages fixaient généralement un délai-congé qui devait séparer la rupture du contrat de la cessation effective du travail ; mais nul texte n'indiquait les réparations auxquelles aurait droit un ouvrier brusquement congédié par son patron, ou un patron brusquement abandonné par son ouvrier.

Le travailleur jouissait donc d'une indépendance absolue, quittant l'usine à son gré, sans avoir besoin d'en avertir personne. Mais les employés de chemins de fer qui avaient devant eux la perspective d'une longue carrière, couronnée par une retraite, voulurent se mettre à l'abri d'un renvoi injustifié. Ils adressèrent, en 1872, une pétition aux Chambres. Elle devait être très sérieuse car elle nécessita quinze ans de réflexion parlementaire, avant d'aboutir à un résultat. En 1890, une loi fut enfin promulguée étendant à tous les ouvriers le bénéfice que les employés de chemins de fer avaient sollicité pour eux seuls. Son premier alinéa n'innovait en rien, puisqu'il se bornait à dire : « Le louage de service fait sans « détermination de durée, peut toujours cesser par la « volonté d'une des parties contractantes. » Mais un second paragraphe venait établir un nouvel état de droit : « Néanmoins, disait-il, la résiliation du contrat « par la volonté d'un seul des contractants peut donner « lieu à des dommages-intérêts. »

Que signifiait au juste ce texte ? Quand et pour quelle cause de dommages et intérêts seront-ils dûs ? A la vé-

rité, on le devine aisément. Mais était-ce une raison pour le cacher, d'autant plus — et voilà qui est grave — que l'omission fut volontaire ?

D'aucuns avaient bien proposé d'ajouter au nouvel article les mots : « quand le renvoi est fait sans justes « motifs » ou « lorsque le congé sera donné de mau-
« vaise foi et à contre temps » (1). La tentative fut vaine, on répondit : « les juges apprécieront ». Manière bizarre de légiférer, qui consiste à établir le principe d'une loi, en laissant aux tribunaux le soin de la confectionner ! Peut-être ces derniers ont-ils une plus grande expérience des choses juridiques : nul n'en disconvient. Mais leur pouvoir d'interprétation ne doit pas être tel qu'ils soient chargés de remplacer le parlement.

Quoi qu'il en soit, la loi de 1890 marque une étape intéressante et dans l'histoire du droit en général, où elle introduit la théorie de l'abus du droit, et dans celle du droit de grève en particulier, auquel elle assigne une limite civile. En effet sa brièveté et son imprécision volontaire, orientent nécessairement l'esprit du juge dans la recherche, non pas seulement de l'acte délictueux, mais de l'intention qui a présidé à l'accomplissement de cet acte. Il y avait bien quelques temps déjà que certaines cours d'appel et la cour de cassation ne considéraient plus comme absolue la faculté de rompre le contrat de travail. Mais, dorénavant, le tribunal devra tou-

(1) Cette disposition eut été copiée sur celle de l'article 1869.

jours établir les motifs qui ont dicté le renvoi de l'ouvrier, ou l'abandon du patron. Sont-ils légitimes ? (1). Dès lors, rien à dire. Il ne saurait être question de dommages-intérêts. Mais si derrière le brusque congédiement ou le départ sans préavis, se cache une intention malveillante, un désir évident de nuire à autrui, de doute n'est plus possible : la partie lésée a droit à indemnité. En un mot, la sanction prévue est subordonnée à des conditions d'ordre subjectif. La théorie de l'abus du droit, trouve donc implicitement son expression dans le texte de 1890 (2), en même temps qu'un nouvel obstacle est dressé pour calmer l'ardeur des adversaires.

(1) Le « motif légitime », tel semble être le fondement de la loi de 1790. L'expression revient sans cesse au cours des débats parlementaires. M. L. Renault disait au Sénat à la séance du 25 novembre 90 : « Que veulent dire ces mots : « peut donner lieu à des dommages-intérêts ? » « Ils ne peuvent avoir qu'une seule signification, « c'est qu'il y aura lieu à dommages-intérêts, si la rupture du contrat voulue par une seule des parties contractantes n'est pas appuyée de motifs légitimes ; car en dehors de cette interprétation « de la disposition ajoutée par le projet de loi à l'article 1790, il n'y « en a pas d'autre que la raison puisse concevoir, que la conscience « puisse supporter.

(2) La théorie de l'abus du droit est en progrès constant non seulement dans la législation et la jurisprudence françaises, mais aussi dans les codes des pays étrangers : tel le code allemand de 1900. Dans son article 246 ne dit-il pas expressément : « L'exercice d'un « droit n'est pas permis lorsqu'il ne peut avoir d'autre but que de « causer dommage à autrui ? » Ses articles 826 et 136 sont rédigés dans le même sens. Mais si l'Allemagne en est déjà arrivée à la systématisation, la Suisse, par exemple, n'a pas encore franchi cette dernière étape. Seul le projet de code fédéral porte à l'article 3, se-

Mais puisque le législateur impose au juge l'obligation de scruter la conscience du prévenu, il est bien permis de lui rendre la pareille. N'avait-il pour objectif, en 1890, que les intérêts des travailleurs ou s'occupait-il aussi de ceux des patrons ? Selon les uns, il se bornait à supprimer les fantaisies des chefs d'atelier. Aussi bien, disaient-ils l'employeur a toujours à sa disposition plus de main-

cond alinéa : « Celui qui abuse évidemment de son droit ne jouit d'aucune protection légale ». Même l'Angleterre, individualiste au premier chef, entre aujourd'hui dans la voie des accommodements avec la nouvelle théorie, si bien accueillie chez les nations voisines : la loi du 14 août 1896, dont le but est de prévenir les procès vexatoires, en est la meilleure preuve. Mais quelle est au juste la signification des mots « usage abusif d'un droit ». Ils se résument dans la maxime antique « *sumum jus, summa injuria* ». En la discutant, on discute la question qui nous occupe. Semblable étude ne serait pas de mise ici. Mais on peut remarquer qu'il ne s'agit au fond que de la lutte perpétuelle entre l'individualisme et le solidarisme. Admettre sans restriction le droit absolu, c'est nier le droit lui-même, car nul n'a pour apanage — en théorie au moins — de pouvoir nuire impunément à autrui. Se rallier sans conteste à l'idée de l'usage abusif d'un droit, c'est mettre en la main des tribunaux une arme dangereuse et leur donner un pouvoir excessif d'interprétation sur des faits d'ordre subjectif ? De là, à l'arbitraire, il n'y a qu'un pas. Mais entre deux maux il faut choisir le moindre. Il est plus dangereux de s'en référer à la sagesse des individus ; et mieux vaut un jugement inique qu'un champ de bataille perpétuellement ouvert aux instincts déchaînés par la lutte pour la vie.

Toutefois on ne trancherait pas la question en disant comme quelques-uns : le droit n'existe plus à partir du moment où l'on en abuse. Que le tribunal ait à déterminer, d'après la finalité de l'acte qui lui est soumis, le moment où l'une des parties est sortie de son droit, ou celui à partir duquel elle en a abusé, le problème pratique est toujours le même.

d'œuvre qu'il n'en utilise, et la résiliation provoquée par l'employé ne lui cause jamais le moindre préjudice. Celui-ci, au contraire, une fois mis à pied, perd son gagne pain, sans certitude de le retrouver ailleurs. La loi était donc, à leur avis, une loi prolétarienne.

D'autres répliquaient : mais elle n'a pas un caractère exclusivement démocratique. Les dommages-intérêts seront aussi bien attribués au patron qu'à l'ouvrier. Bien mieux, alors que l'ouvrier n'a qu'un recours contre le patron, ce dernier, au cas de coalition injustifiée, s'en prendra à tous ceux qui l'auront abandonné. Leur responsabilité est engagée. L'acte répréhensible est le même, qu'il soit commis par un individu ou qu'il soit l'œuvre de plusieurs personnes (1).

On ajoutait qu'en combinant l'article 414 du code pénal et l'article 1780 du code civil, il serait facile désormais de réprimer la fréquence des mouvements grévistes. Toutes les fois qu'il y aurait violence, menaces, manœuvres frauduleuses, le chômage concerté prendrait un caractère délictueux, et les prescriptions du code civil viendraient fortifier celles du code pénal (2).

A quoi l'on répond : l'ouvrier ne doit jamais être poursuivi pour rupture du contrat de travail : lorsqu'il abandonne l'usine, il ne le résilie pas, il le suspend. — En

(1) Cf. *Economiste français*, 17 août 1895, article de M. Paul Leroy-Beaulieu.

(2) Cf. *Economiste français*, 4 juillet 1902, article de M. Pierre Leroy-Beaulieu.

effet, disent quelques économistes, s'il se met en grève, il témoigne par là de la ferme volonté qui l'anime de rester chez son employeur. Il entend bien réintégrer l'atelier après satisfaction obtenue. On commet donc une criante injustice en lui réclamant des dommages-intérêts. Un sophisme aussi élégant rappelle involontairement le mot de Molière : « Ah ! qu'en termes galants ces choses : « là sont mises ! »

Les travailleurs ont beau vouloir reprendre leur tâche après la victoire ; ils ne l'ont quittée que pour faire modifier le contrat qu'ils avaient accepté. En déclarant la grève, ils l'ont répudié. L'expression de leurs désirs est assez nette et assez claire pour dissiper le moindre doute. Une convention repose sur un accord de volontés. Si l'une d'elles se modifie, l'accord disparaît et avec elle la convention ; à charge pour celui qui n'a pas respecté ses engagements de réparer le préjudice dont il est l'auteur (1).

(1) M. Planiol n'est pas de cet avis : « Très souvent, dit-il, les « ouvriers qui se mettent en grève n'ont aucune intention de modifier leur contrat et leurs prétentions sont complètement étrangères « aux clauses et conditions du louage de travail, par exemple quand « ils demandent le renvoi d'un ingénieur ou d'un contremaître ou « de l'un des leurs qui leur a déplu ». Reste à savoir si semblable grève serait légitime. Théoriquement (ce qu'a décidé la jurisprudence, nous l'étudierons plus loin), théoriquement il semble bien qu'il n'en soit rien. L'article 3 de la loi du 21 mars 1884 dit expressément : « Les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude « et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux « et agricoles ». Sans doute, il ne s'agit là que de syndicats. Mais

N'est-ce pas commettre une erreur juridique que de soutenir la théorie adverse ? Sans compter que l'on adresse une injure bien gratuite aux prolétaires. Pourquoi donc les supposer inconscients au point de les rendre irresponsables de leurs actes ? Chacun doit savoir ce qu'il fait et être prêt à répondre de sa conduite si on la considère comme délictueuse.

Quoi qu'il en soit, l'article 1780 du code et la loi de 1890 ont assigné indirectement au droit de coalition une limite civile que les tribunaux ont dû préciser avec plus de netteté que le législateur. Il est en effet évident que les parties en présence y regarderont à deux fois avant de s'exposer à des poursuites coûteuses.

Bien entendu, elles ont la liberté la plus absolue pour déterminer dans le louage de services le délai-congé lui-même.

Elles ont le choix entre deux systèmes possibles : ou bien la résiliation sans préavis, qui donne à l'employeur le droit de congédier à tout moment son employé, mais qui l'expose aux grèves brusques et ruineuses ; ou bien la résiliation avec préavis, qui interdit les renvois immédiats, sauf en certains cas limitativement déterminés,

ce sont eux qui préparent, organisent et soutiennent les coalitions. Et ils ne peuvent le faire que dans un but strictement économique. Du reste, même en pareille hypothèse, il y aurait rupture du contrat de travail. La première condition requise pour qu'il y ait contrat de travail est que les travailleurs travaillent. S'ils se croisent les bras, ils manquent au plus important de leurs engagements.

mais qui garantit contre la désertion soudaine des ateliers. Quant aux contrats à durée déterminée, très fréquents dans les industries d'art de nos grandes villes, ils n'admettent aucune brusque cessation de travail. Sinon la responsabilité pécuniaire de celui qui a violé ses engagements est hors de doute et de discussion.

Cependant une objection se pose quant à la mise en pratique de l'article 1780. En logique, on ne saurait rien y reprendre. Mais en réalité que de justes critiques pourraient lui être adressées. L'ouvrier n'est pas de taille à supporter une responsabilité civile, car bien souvent il est pauvre et endetté chez tous ses fournisseurs ; et l'on en dirait autant d'ailleurs du syndicat auquel il est affilié. A quoi l'on répond, sans doute, que l'employeur d'aujourd'hui, l'usiner, le grand fabricant est lui-même un endetté perpétuel, débiteur des banques, des commanditaires, des fournisseurs de matières premières et d'outils. D'accord. Mais il reste un fait : le patron paie ; le travailleur ne paie pas. Qu'obtient le maître de forges auquel on a éteint un four ? Quelques francs de dommages-intérêts, impossibles à exiger de personnes insolubles ; et le départ subit de ses employés lui a causé, sans doute, ainsi qu'à ses commanditaires, des pertes se chiffrant par plusieurs milliers de francs.

La seule solution serait que le syndicat fût riche. Il y aurait là une puissance avec laquelle il faudrait compter, mais les contrats collectifs qu'il aurait signés, et les contrats individuels qu'il aurait pris la responsabilité de

faire rompre, c'est à ses risques et périls qu'ils seraient résiliés. On peut croire que, bon économiste des deniers en réserve, il ne mettrait aucune hâte à encourir de lourdes responsabilités.

Juridiquement l'article 1780 et la loi de 1890 sont excellents, mais le lieu social désorganisé et par suite sans ressources auquel ils s'appliquent leur donne un caractère unilatéral et injuste.

Voici, terminée, l'étude des monuments législatifs, il en ressort une conclusion fort simple : le droit de grève est limité pénalement par les articles 414 et 415 du code pénal et civilement par l'article 1780 du code civil. De la théorie passons à la pratique et de la doctrine à la jurisprudence. Nous allons donc voir les tribunaux appliquer à des hypothèses concrètes les principes établis par le législateur.

DEUXIÈME PARTIE

LES LIMITES DU DROIT DE GRÈVE ET LA JURISPRUDENCE

La grève est un phénomène si complexe, si varié en ses formes qu'il est impossible de se retrouver dans le dédale des sentences jurisprudentielles, sans une classification précise. Prenons donc pour exemple une coalition quelconque et déterminons à chacune de ses phases les effets juridiques qu'elle entraîne d'ordinaire.

CHAPITRE I

LES PRÉLIMINAIRES DE LA GRÈVE

Il était malaisé, avant l'abrogation de l'article 416 par la loi de 1884, de préparer une cessation de travail. La chose n'était point infaisable, loin de là. Mais les ouvriers ne devant user ni de défenses, ni d'interdictions, ni d'amendes, se trouvaient fréquemment dans une situation délicate.

La loi de 1884 les tira d'embarras. Désormais, les syndicats professionnels, dont la fonction favorite sinon essentielle est d'organiser la lutte entre patrons et employés, useront à loisir des moyens de prohibition autrefois interdits. Un fait hier illégal, apparaît aujourd'hui régulier et normal. Les travailleurs, syndiqués ou non, ont toute latitude pour adresser à l'employeur des menaces de grève. S'il ne cède pas devant leur revendications, ils se concerteront pour la circonstance. Groupement passager ou permanent, leur union a le droit de prononcer des défenses, d'infliger des amendes, de rendre des arrêts d'exclusion contre ceux de ses membres qui faibliraient à l'instant décisif, ou qui entre-

raient dans la voie des accommodements estimés funestes aux intérêts professionnels. Il lui est même permis d'aggraver les sentences qu'elle a rendues en les publiant dans les journaux corporatifs.

Mais il y aurait abus de droit si l'on employait la violence ou même la simple menace pour recruter les adhérents à la grève en préparation. Les exemples sont aisés à trouver. Ainsi, un secrétaire de syndicat qui adresse à des ouvriers une circulaire en les invitant à s'associer au mouvement de leurs camarades, ajoutant que leur silence équivaldra à un refus, et qu'il leur laisse alors la responsabilité des événements, s'expose sans nul doute aux rigueurs du code pénal (1).

« Charbonnier est maître chez lui », dit la maxime. Aussi un syndicat a-t-il toute latitude pour fermer sa porte à qui lui déplaît. Mais, la politesse étant de ri-

(1) Le fait s'est produit maintes fois. Notamment à Saint-Etienne en 1893. Voici les motifs qui ont déterminé le tribunal à prononcer une condamnation.

« Attendu qu'il résulte des débats la preuve que le prévenu a, le 5 novembre 1893, à Saint-Etienne, en sa qualité de secrétaire de la chambre syndicale des ouvriers verriers, adressé à plusieurs ouvriers de la verrerie D..., une lettre circulaire comminatoire pour les engager à adhérer à une grève, leur signifiant que le syndicat les laissait responsables de ce qui pourrait arriver s'il n'obtenait pas leur adhésion ;

Attendu qu'il apparaît que les destinataires de ladite circulaire ont compris qu'elle leur annonçait que leur refus de suivre le mouvement gréviste aurait pour eux un résultat pénible ;

Attendu que, dans ces conditions, se trouve suffisamment caractérisé le délit prévu et puni par l'article 414 du code pénal, etc.

gueur, nulle persécution, nulle pression morale ne doit être dirigée contre l'ouvrier exclu. La cotisation de l'année courante, voilà tout ce que la corporation peut exiger de ses membres (art. 7, loi du 21 mars 1884). Si elle a eu particulièrement à se plaindre de l'un d'entre eux, elle ne manquera pas d'inscrire son nom dans la feuille syndicale. Un tribunal, si vétilleux soit-il, ne verrait là rien à reprendre, mais sous la condition expresse qu'aucun commentaire outrageant ne vienne pimenter l'arrêt des camarades. En un mot, le travailleur « cloué au pilori corporatif » est victime d'une diffamation qui souvent entraîne sa ruine. Dès lors le syndicat est tenu de réparer pécuniairement l'injuste préjudice dont il est l'auteur (1).

Malheureusement l'ouvrier laisse souvent, par crainte de l'association, son nom figurer au pilori corporatif et

(1) Un ouvrier, Bonnissent, avait été cloué au pilori corporatif par la Chambre syndicale des fondeurs en cuivre. Ne trouvant plus d'ouvrage, il assigna le syndicat en dommages-intérêts. Le tribunal civil de Paris, à l'audience du 4 juillet 1895, lui donna gain de cause. Appel fut interjeté. M. Millerand, au nom du syndicat, prétendit, à l'audience de la cour du 31 mars 1896, que la loi de 1884 avait abrogé toutes les dispositions législatives protectrices de la liberté du travail. M. Laya, au nom de Bonnissent, s'éleva contre une semblable théorie : la loi de 1884 avait limité l'activité du syndicat à la défense de ses intérêts professionnels ; si l'article 416 du code pénal était abrogé, l'article 1382 du code civil subsistait toujours, et chacun doit être responsable du dommage qu'il cause à autrui. Sur conclusions conformes, de M. l'avocat général Puech, la cour se rangea à cet avis.

les patrons, ne voulant pas, pour un motif qui leur est étranger, s'exposer à une grève, refusent de l'embaucher. Finalement le malheureux s'exile pour vivre ou se fabrique un autre état civil.

Un cas analogue a été traité en sens divers par la jurisprudence, jusqu'au moment où la cour de cassation a fait prévaloir son avis dans la célèbre affaire Joost (1892). Voici l'hypothèse : Un syndicat peut-il imposer à un employeur, sous menace de grève, le renvoi d'un ouvrier ? Oui, répondait le tribunal de Bourgouin et la cour de Grenoble (1890). Mais la cour de cassation se rangea à une toute autre opinion : « Attendu, disait-elle, « que si, depuis l'abrogation de l'article 416 les menaces « de grèves adressées sans violences, ni manœuvres « frauduleuses, par un syndicat à un patron, à la suite « d'un concert entre ses membres, sont licites, quand « elles ont pour objet la défense des intérêts profession- « nels, elles ne le sont pas lorsqu'elles ont pour but « d'imposer au patron le renvoi d'un ouvrier parce qu'il « s'est retiré de l'association et qu'il refuse d'y ren- « trer » (1).

Depuis lors, le tribunal suprême n'a jamais modifié sa jurisprudence. Ainsi, en 1896, on lui soumettait le fait suivant : Une pétition avait été adressée par les ouvriers d'une usine à leur patron, à seule fin d'obtenir le renvoi

(1) Le tribunal civil de Château-Gonthier, le 13 novembre 1906, ne fit que reprendre les termes mêmes de l'arrêt de la cour de cassation, à l'occasion d'un semblable conflit qu'il eut à trancher.

d'un contremaître gênant. Un procès s'en était suivi. La cour, après avoir répété sa déclaration de principes sur l'abrogation de l'article 416, ajoutait : « Néanmoins
« les menaces de grève peuvent encore constituer une
« faute, obligeant ceux qui l'ont commise à la réparer,
« quand, inspirées par un pur esprit de malveillance,
« elles ont pour effet d'imposer au patron un renvoi
« qu'aucune grève sérieuse ne pouvait justifier. »

Si donc un travailleur n'a pas le droit de fermer la porte de l'atelier à un camarade, le syndicat ne saurait davantage interdire l'embauchage d'un de ses adhérents. Le principe est formel; nul n'est autorisé à causer un dommage à autrui. Cette idée, faite de morale, inspirée par le respect de l'individu, va, dorénavant, guider la jurisprudence; et les cours de Chambéry en 1893, de Lyon en 1895, de Lille en 1905, de Montpellier en 1908, résoudront toujours la question dans le même sens.

Les intérêts strictement professionnels, voilà la limite de la puissance syndicale. La victime de manœuvres dolosives n'a qu'à invoquer l'article 1382, pour obtenir réparation du préjudice qu'elle a subi.

L'association désire sans doute se rendre obligatoire. Mais qui donc pourrait être forcé d'y adhérer? Personne, semble-t-il. Car admettre la théorie opposée, serait laisser le chemin libre au despotisme et à l'anarchie. Si respectable que soit la décision d'une majorité, elle ne saurait prévaloir contre la volonté d'un individu.

Et même, la cour de cassation va plus loin (9 juin

1896) : L'ouvrier « cloué au pilori corporatif » n'est pas le seul, à son avis, qui ait droit à une indemnité. Son patron lui aussi peut exiger du syndicat des dommages et intérêts. Il n'y a là, d'ailleurs, rien que de logique et d'équitable. L'employeur n'est, en effet, nullement responsable de l'antipathie de ses employés pour un des leurs. La question dépasse les liens juridiques et économiques qui unissent le capital et le travail. S'il a donc subi une perte résultant d'une grève intempestive, réparation lui est due. « *Malitiis non est indulgendum* ». Voilà, en somme, de pures considérations d'équité qui ont servi de fondement à la sentence du droit (1).

(1) Remarquer enfin que la clause pénale d'engagement à faire grève n'est pas admise par les tribunaux. Un des plus grands services que le juge puisse rendre aux associations ouvrières, c'est de se tenir en dehors de leurs arrangements intérieurs. Mais dans le cas présent, il fait mieux encore. En ignorant tout ce qui tend à entraver et restreindre la liberté personnelle : il leur donne une haute et précieuse leçon.

CHAPITRE II

LA DÉCLARATION DE GRÈVE

La mise en grève qui résulte de la libre entente des ouvriers, se produit sous diverses formes, qui aboutissent toujours à l'abandon simultané des ateliers ou des chantiers. Ainsi le syndicat qui a signé un contrat collectif a liberté entière pour le rompre, à condition, bien entendu, que toute violence ou occasion de violence soit écartée, et que le domicile du patron ne soit le but d'aucune manifestation turbulente ou simplement menaçante (cassation, janvier 1905). Ou bien encore, il n'a qu'à employer la mise à l'index. Mais la plus extrême prudence doit alors le guider, ainsi qu'en témoigne un arrêt déjà cité de la cour de cassation. Précisons les faits. M. Dumont, imprimeur à Limoges, avait été mis en interdit par la Fédération du Livre, dont il avait refusé d'accepter les tarifs. Se jugeant lésé, il porta plainte. Débouté en première instance et en appel, il s'était pourvu en cassation. La Cour ne pensa point qu'il y avait lieu d'admettre le recours. Quoi de plus légitime, au fond, que la mise à l'index ? N'est-ce pas l'un des moyens né-

cessaires de déclarer la grève ? Et si elle a un but professionnel, le fait d'entamer les hostilités d'une manière ou d'une autre ne saurait constituer un délit. Mais, la légalité du moyen reconnue, la cour, par ses « attendus », montra avec quelle sagesse il fallait en user, pour ne pas commettre une faute sujette à réparation. « Attendu, disait-elle, qu'une telle mesure prise en dehors de toute pensée de malveillance et pour la seule défense des intérêts professionnels du syndicat, n'a pas violé la loi, etc... » Pour qui se rappelle l'affaire Joost, de 1892, ou son arrêt de 1896, il n'y a rien, au premier abord, qui puisse étonner. A la réflexion, cependant, apparaît la rigueur plus grande des termes employés. En 1896 elle déclarait : « Les menaces de grève peuvent constituer une faute quand, inspirée par un pur esprit de malveillance... ». En 1905, elle parle d'une mesure « prise en dehors de toute pensée de malveillance... ». Dans la forme, et dans le fond, la différence est appréciable. On la comprend fort bien du reste. Il y avait, dans l'affaire Dumont, des circonstances de fait particulières. La Fédération du Livre avait mis l'imprimerie de Limoges à l'index par voie d'affiches. Et nombre de tribunaux, auparavant (Douai, 7 mai 1902), estimaient que le simple fait de l'affichage était illicite et constituait un délit parce qu'il « aboutit à blâmer, à réprimander et censurer certains patrons désignés par leur nom à la malignité ou aux commentaires plus ou moins désobligeants du public ». Telle est la

raison qui déterminait la sévérité de la cour. Elle ne reconnaissait donc pas au syndicat la liberté absolue de faire connaître à ses membres les décisions prises au moyen d'affiches. Aussi bien elle ne le devait pas. A l'occasion d'une hypothèse particulièrement pacifique, il ne saurait y avoir condamnation, ni approbation d'un principe.

Bref, s'il n'y a ni violence ou occasion de violence, ni menace ou manifestation turbulente, la déclaration de grève n'a aucune conséquence pénale.

Ses effets civils sont plus complexes et posent une des questions les plus controversées de la jurisprudence : « La déclaration de grève résout-elle, ou non, le contrat de travail ? » Pour répondre à cet embarrassant problème, il faut distinguer plusieurs hypothèses.

1° Contrat de travail à durée déterminée.

Le louage de services peut être limité en durée par une convention soit expresse, soit tacite. Dans ce dernier cas, les coutumes du pays et les usages du métier tiendront lieu de stipulation écrite. Chacune des deux parties s'astreint à observer un délai spécial, dit de préavis, entre la rupture du contrat et la cessation effective du travail. La jurisprudence, définitivement fixée sur ce point, n'admet aucune infraction au principe qu'elle a consacré (Cassation, 16 mai 1902). Les exemples abondent. Ainsi un serrurier de Montbéliard, s'étant mis en grève sans observer le délai de prévenance habituel, fut

condamné à 28 francs de dommages-intérêts. Un cas semblable venait devant le conseil de prud'hommes de Valenciennes, le 14 mars 1907. Des verriers avaient subitement déserté l'usine. L'employeur, chiffres en mains, justifia d'une perte de 36.000 francs. Les 70 chômeurs furent obligés de le désintéresser intégralement. En de semblables hypothèses, la coalition est donc bien une rupture de louage de services.

Le règlement d'atelier détermine, il est vrai, en toute liberté, le délai de préavis, ou même le supprime complètement. Les tribunaux reconnaissent l'absolue validité de semblables clauses. N'est-il pas, en effet, un article du code (1134) qui stipule que les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites ? L'ouvrier, en entrant à l'atelier, accepte tacitement les usages qui y sont établis. Au cas de conflit il n'y a qu'à prouver qu'il en a eu connaissance. Il s'agit là d'un simple fait facile à établir. S'il est résolu par l'affirmative, le règlement doit recevoir son entière application. Voilà qui paraît évident. Cependant il en est qui n'ont pas admis cette manière de voir. Ainsi un ouvrier blanchisseur auquel ses patrons avaient fermé leur porte, après une grève, réclamait, devant les prud'hommes, une indemnité pour brusque renvoi. Elle lui fut accordée, malgré la suppression du délai-congé, par son contrat de travail. La cour de cassation, le 16 juillet 1906, infirma heureusement la sentence : « At-
« tendu, disait-elle, que, dans le contrat de louage de
« services... les parties peuvent convenir qu'il ne sera

« observé, de part et d'autre, aucun délai de prévenance
« et écarter ainsi l'application d'usages contraires » (1).

2° Contrat de travail pour une tâche déterminée.

Le louage de services se conclut fréquemment en vue d'une tâche à accomplir. L'ouvrier travaille alors aux pièces. Il s'agit, en somme, du contrat spécial qui lie soit l'artiste proprement dit, soit l'artiste industriel (bronzeur, éventaillistes, décorateurs sur porcelaine, etc...), avec son patron. L'employé — le point est hors de doute — n'est alors libéré vis-à-vis de l'employeur, qu'après avoir achevé son œuvre. Un ébéniste, par exemple, est condamné par le tribunal civil de la Seine (9 mai 1906), pour avoir abandonné sa besogne et, par suite, rompu son contrat sans terminer le meuble qui lui était confié.

3° Contrat de travail à durée indéterminée.

Tel est le contrat qui unit la plupart des ouvriers de fabrique ou d'usine à ceux qui les dirigent. Ici encore, il semble juste de décider, avec la cour de cassation, que tout abandon de l'ouvrage provoque la résiliation du louage de services et peut être la cause de dommages-intérêts. Voici une espèce. Un ouvrier polisseur, ayant quitté l'atelier, voulut y rentrer quelque temps après. Ses patrons repoussèrent la prétention qu'il émettait. Immédiatement il leur réclama une indemnité, alléguant qu'ils brisaient, sans préavis, son contrat de travail. Les

(1) Cf. dans le même sens, arrêt du 18 juillet 1906.

tribunaux de première instance et d'appel lui donnèrent gain de cause. Cependant la cour de cassation rejeta leur opinion. A qui la faute si l'employé et l'employeur n'avaient plus rien de commun entre eux ? A l'employé et non pas à l'employeur, qui ne faisait qu'user de son droit, en n'acceptant pas d'embaucher un homme qui, légalement, lui était étranger (1).

Du reste, il est intéressant de noter que la réparation civile n'est imposée aux délinquants que s'ils ont employé des manœuvres préjudiciables et dolosives dans la déclaration de grève.

La préoccupation du juge est donc tendue toujours vers ce but malaisé et fuyant : découvrir l'intention des parties, saisir les motifs qui ont entraîné le fait litigieux. Mais mettre en pratique la théorie de l'exercice abusif d'un droit est chose des plus difficiles. Telle mesure syndicale déclarée illicite à Douai (7 mai 1902), n'entraîne pas condamnation devant le tribunal de Limoges (juin 1902). L'intention de nuire, manifeste dans le premier cas, paraissait, dans l'autre, subordon-

(1) « Attendu qu'il résulte de l'article 1780, dit la cour de cassation dans son arrêt du 15 novembre 1906, qu'en matière de louage de services pour une durée indéterminée, il suffit de la seule volonté de l'un des contractants pour mettre fin au contrat, sauf s'il y a lieu à indemnité à sa charge en cas d'exercice abusif et préjudiciable de son droit de résiliation; que, d'autre part, la grève, quelque légitime qu'en soit l'exercice, entraîne de la part de l'ouvrier la rupture du contrat de travail ». (Cf. mêmesens, Cassation, 15 mars 1907).

née à la défense des intérêts professionnels. Il y avait bien eu dommage, mais les travailleurs ne pouvaient faire valoir leurs prétentions qu'en portant atteinte aux intérêts de leur patron. Dès lors, ne fallait-il pas appliquer la vieille maxime romaine : « Qui suo jure utitur neminem loedit ? ». Ainsi pensèrent les juges.

Toutefois, il est juste de dire que tous les tribunaux ne se rangent pas à l'avis de la cour de cassation, pour déterminer les effets de la coalition sur le louage de services. Telle décision prud'homale (Seine, 23 juin 1906) déclare nettement la grève une cessation temporaire du travail, sans influence sur l'existence même du contrat. C'est au contraire le patron, en refusant d'embaucher un chômeur, qui provoque, s'il faut l'en croire, la fin de la convention. N'a-t-il pas observé les délais de prévenance ? Et l'ouvrier est bien fondé à réclamer une indemnité. Il est vrai que ce même tribunal n'est pas toujours d'accord avec ses propres théories. Un an après, le 3 juin 1907, une affaire analogue lui était soumise. Des boulangers grévistes, que leur employeur n'avait pas repris à la fin des hostilités, demandaient une réparation pour dénonciation sans préavis du louage de services. Le patron leur opposait une demande reconventionnelle en dommages-intérêts, prétendant que les responsabilités n'incombaient qu'à eux seuls. Les prud'hommes ne se trouvèrent plus en nombre, comme l'année passée, pour donner gain de cause aux prétentions des demandeurs. Il y eut partage de voix et M. Crespin, juge de paix,

nommé arbitre, donna raison au patron, « attendu que
« les conséquences juridiques d'un fait de cette nature
« (rupture du contrat par le fait de grève), ne sauraient
« être modifiées, par la circonstance que son auteur au-
« rait entendu se réserver la possibilité de reprendre à
« son gré l'exécution de la convention par lui mise à
« néant. »

Quand bien même l'on se rangerait au premier avis
des prud'hommes de la Seine, il est à peine besoin de
remarquer que toute mise à l'index injurieuse, diffama-
toire, ou menaçante, sera toujours illicite ; point n'est
besoin, alors, de savantes théories juridiques pour faire
appliquer aux actes délictueux les sanctions qu'ils mé-
ritent.

CHAPITRE III

EXERCICE DE LA GRÈVE

Souvent on a comparé l'état de grève à l'état de guerre. Mais de même que l'un ne justifie pas tous les moyens de combattre et d'affaiblir son adversaire, l'autre ne saurait davantage faire absoudre tous les procédés employés dans la bataille économique. Montesquieu disait, dans *l'Esprit des Lois* (titre I, chapitre 3) : « Sitôt que les hommes sont en société, ils perdent le sentiment de leur faiblesse ; l'égalité qui était entre eux cesse et l'état de guerre commence. »

Ce qui est vrai d'une société, l'est aussi d'un syndicat. Le groupement professionnel donne à l'ouvrier conscience de sa force ; et bientôt, dans la lutte, il n'écoute plus que le désir de vaincre et de vaincre à tout prix. Belliqueuse disposition qui se manifeste dans deux circonstances particulièrement graves : le maintien et au besoin l'extension de l'effectif engagé dans la coalition et l'intervention des tiers.

Pour empêcher le groupement gréviste de se dissoudre, les promoteurs du mouvement ont naturellement le

droit d'employer tous les moyens de persuasion. Ils ont même la faculté, depuis la loi de 1884, de surveiller l'entrée et la sortie des ateliers (1). Mais une surveillance se fait de bien des manières. Il y a la surveillance paisible où le délégué des ouvriers essaie, par sa seule présence, de ranimer les courages ébranlés. Il y a aussi la surveillance agressive et illicite, où les camarades prennent à haute voix les noms des faux-frères qui osent encore travailler. Semblable procédé est toujours accompagné d'attroupements tumultueux. Il y a menace ou, si l'on préfère, sous-entendu menaçant, tombant sous le coup de l'article 414.

Les représentants du syndicat ont-ils du moins la faculté de stigmatiser les renégats, dans les feuilles corporatives ? En aucun cas, et les tribunaux accueillent toujours avec faveur, la plainte du travailleur cloué « au pilori corporatif ». Quelle situation, en effet, est plus digne de pitié que celle de l'individu auquel les patrons, par crainte d'une coalition, ferment les portes de leurs usines et de leurs ateliers ? Le malheureux tombe sur le pavé, sans tâche et sans pain, et s'il n'a pas le courage de s'adresser à la justice, qui sans nul doute lui donnera gain de cause (Grenoble, 8 juillet 1901 ; Paris, 5 février 1901), il devra s'exiler pour vivre en paix.

Pour augmenter le contingent des chômeurs, au plus

(1) Un jugement, rendu à Lyon le 7 mars 1883, contestait la légalité de ce procédé.

fort de la bataille, la propagande atteint une intensité fiévreuse. Les adhésions augmentent aux jours de conflit ; les cotisations affluent. Les travailleurs serrent les rangs autour du syndicat dont l'unique but, à leurs yeux, est de faire la grève. Souvent même il naît avec elle, et comme elle il disparaît. Groupement passager, il n'a qu'une raison d'être : la guerre au patron. Excitations coupables, promesses fallacieuses, tout lui est bon. C'est là monnaie courante et les tribunaux ne s'occupent guère des harangues fantaisistes prononcées par les meneurs. Ils n'interviennent que s'il y a racolage de chômeurs par intimidation, par fraude ou remise d'argent. La cour de Toulouse est formelle à ce sujet. Le 7 juillet 1896, elle jugeait (à titre accessoire), dans le fameux procès Jaurès-Rességuier, un cas de désembauchage. M. Rességuier, en désaccord avec ses ouvriers, avait fait venir des verriers de régions voisines. Le syndicat de Carmaux, voyant les fours se rallumer, prit peur et tenta, par tous les moyens, de détourner du travail les nouvelles recrues. Un procès s'en suivit. Le tribunal débouta de sa demande M. Rességuier, qui, prétendait-il, n'avait pu prouver la véracité de ce qu'il avançait. La cour ne jugea pas si rapidement, et dit en propres termes : « Il y a lieu d'établir que l'article 1382 « est applicable, indépendamment des faits signalés déjà « et que son application doit avoir lieu pour deux autres « séries de faits... 2° les désembauchages ; qu'il y a « lieu de distinguer entre ceux qui ont été faits par per-

« suasion ou convention, et ceux qui ont été amenés à
« l'aide de remise de sommes d'argent ; que cette re-
« mise de fonds accompagnée de faux renseignements
« sur l'état de l'usine constitue, à côté du conseil permis,
« un moyen sans lequel la persuasion n'aurait pas triom-
« phé, et par conséquent un acte matériel et non plus
« intellectuel... ; qu'autant il pouvait être licite d'inviter
« les ouvriers à ne pas s'embaucher, autant il était illi-
« cite de les détourner de leurs engagements, scellés
« pour quelques-uns d'entre eux, par la remise ou l'en-
« voi d'arrhes. »

La cour de cassation confirma purement et simplement.

Souvent le syndicat, pour intimider l'adversaire, ne craint pas d'employer la violence. Il pille, il brûle, il saccage. Que d'exemples, malheureusement, se présentent en foule à la mémoire, lorsqu'on aborde un tel chapitre. Mais il est bien inutile d'insister. Il ne s'agit plus, en effet, ni de jurisprudence, ni de droit. L'affaire est de la compétence de la police, bien plus que du ressort des tribunaux. Du reste, pour que l'association ouvrière soit condamnée, il suffit que des présomptions graves, précises et concordantes, prouvent que les dégâts résultent d'un plan concerté, pour obtenir du patron ce qu'il aurait normalement refusé d'accorder (1).

(1) Tribunal de paix de Parentis-en-Born, Corneille contre commune de Sainte-Eulaïe-en-Born et syndicat des métayers et résiniers, M. Fabre, juge de paix, 1908.

Peut-être le syndicat justifiera-t-il qu'il est resté en dehors des désordres, publications diffamatoires, chansons injurieuses et autres excès ; son acquittement est alors certain (Limoges, 10 juin 1902). Mais s'il est étranger à toutes ces manœuvres, quelqu'un sans doute en est responsable. Alors se pose la délicate question de l'intervention des tiers dans les coalitions. L'affaire Rességuier-Jaurès, célèbre dans les annales de la jurisprudence, va nous éclairer sur le problème.

Brièvement exposés, voici les faits. M. Rességuier, administrateur-délégué de la Société des verreries de Carmaux, avait, le 24 mai 1895, consenti à ses ouvriers un contrat de travail qui leur assurait une majoration de 3 % sur le salaire accordé dans les verreries similaires. Un incident provoqué par le renvoi de deux d'entre eux, amena la grève. Après quelques jours d'hostilités, ils voulurent reprendre le travail aux conditions anciennes. M. Rességuier refusa, estimant qu'il y avait eu rupture du louage d'ouvrages, et proposa une convention nouvelle, sans majoration de 3 %. Reprise de la grève, intervention de M. Jaurès et de deux journaux, la *Petite République* et la *Dépêche*. Le député socialiste rivalisait avec eux d'ardeur et d'enthousiasme pour le prolétariat opprimé. Rességuier était un exploiteur. Par la plume et par la parole, il le désignait à la vindicte publique. Quant aux individus que la Société cherchait à embaucher par ailleurs, ce n'étaient que des « gâte-

métier », des « lâches » et des « fainéants ». Le mot est joli.

M. Rességuier attaqua alors M. Jaurès et les deux journaux. Il leur réclamait 200.000 francs de dommages-intérêts, non pas pour les injures qu'il avait personnellement subies, mais en tant que directeur des verreries de Carmaux, pour le préjudice que la prolongation de la grève, maintenue par ces coupables excitations, avait infligé à la Société.

Le tribunal de Toulouse commença par blâmer les événements regrettables dont la ville de Carmaux avait été le théâtre. A vrai dire, il ne pouvait guère procéder autrement. Mais il estimait que la cessation du travail n'avait point rompu le contrat signé par M. Rességuier et ses ouvriers le 24 mai 1895. Si, du reste, M. Rességuier avait diminué les salaires qu'il accordait autrefois, c'était pour infliger une leçon à ses employés. Citons textuellement : « Qu'en outre ces deux conditions affectaient à leur égard (aux ouvriers), la portée d'une leçon qu'ils recevaient pour n'avoir point sacrifié leur droit de grève à la majoration de salaire dont ils avaient été, jusque-là, gratifiés, et qui, dans la pensée du demandeur, constituait comme la rançon de ce droit. » On ne saurait reprocher au tribunal de Toulouse de n'avoir point scruté la conscience des parties en cause. Peut-être cependant poussait-il un peu loin l'exercice de sa perspicacité.

Puis il jugea que l'intervention des tiers était chose

parfaitement licite. « Il faut considérer, disait-il, comme
« une conséquence nécessaire du droit de grève, sans
« laquelle il ne saurait utilement s'exercer, le concours
« donné par des tiers à la grève ; que, s'il en pouvait
« être autrement, le législateur de 1864, en supprimant le délit de coalition n'aurait concédé aux ouvriers qu'un avantage illusoire, sinon dangereux,
« puisque, livrés à eux-mêmes, sans secours possible
« ni conseil du dehors, ils se seraient trouvés placés
« bien souvent dans l'alternative d'abdiquer de justes
« revendications ou de recourir à la violence pour les
« faire triompher. » Voilà une alternative plutôt inattendue puisque précisément, dans l'affaire en question, l'intervention des tiers avait coïncidé avec les mesures de violence. Le tribunal ne s'arrêtait pas pour si peu et il poursuivait : « Attendu, dès lors, que les ouvriers
« qui se sont concertés pour cesser leur travail peuvent accepter ou même provoquer tous les concours
« qu'ils jugent utiles à leur défense, pourvu qu'il ne
« s'agisse point de concours demandés à des moyens
« coupables. » (On ne comprend plus du tout alors pourquoi M. Rességuier fut débouté en première instance.)

Et plus loin il ajoutait : « Toute loi de liberté et de progrès est susceptible d'engendrer des abus sans
« qu'il convienne pour cela de supprimer le progrès ni
« la liberté ; les droits les plus incontestés ont eux-mêmes

« més leurs abus. » En tout cas si le tribunal reconnaissait l'abus, il ne le punissait pas.

Aussi M. Rességuier fit-il appel. La cour, le 20 juillet 1896, estima tout d'abord que la grève avait bel et bien rompu le contrat de travail : « Attendu qu'en quittant
« avec ensemble l'usine, les ouvriers ont détruit le con-
« trat qu'ils avaient librement accepté. »

D'autre part, si la loi de 1864 a mis sur le pied d'égalité patrons et ouvriers, elle est muette sur l'ingérence des tiers dans le louage de services. Elle les a donc laissés sous l'empire du droit commun. Or que dit ce droit commun ? En l'espèce il s'agit de l'article 1166 du code civil : « Néanmoins les créanciers peuvent exercer tous
« les droits et actions de leur débiteur, à l'exception de
« ceux qui sont exclusivement attachés à la personne. »
Ce qui signifie, en bon français, que pour se mêler des affaires d'autrui il faut y avoir soi-même un intérêt,
« réel, appréciable, qui est alors générateur d'un droit
destiné à sauvegarder ce même intérêt. »

Si la loi de 1864 reconnaît le droit de coalition, où a-t-elle stipulé que l'ingérence des tiers serait licite ? Et même il est permis, loin de se ranger à l'avis des premiers juges, de douter de son utilité. Nombre de grèves se sont terminées en faveur des travailleurs sans immixtion étrangère. Le droit et le fait semblèrent donc aux juges d'appel en flagrante contradiction avec la décision du tribunal civil. En conséquence, et la cour de cassation ne fit que le confirmer, M. Jaurès, la *Dépêche*

et la *Petite République* furent condamnés à 15.000 francs de dommages-intérêts.

Voilà donc un nouveau point d'établi : des étrangers qui se mêlent aux questions d'atelier engagent leur responsabilité si, en intervenant, ils portent un préjudice appréciable au patron. M. Rességuier avait du reste nettement posé la question, sans y mêler des affaires de médiocre importance, tels que les outrages et injures qui lui avaient été prodigués.

Ainsi se trouvait atteinte et menacée l'industrie spéciale des « gréviculteurs ». M. Waldeck-Rousseau disait en parlant d'eux (précisément à propos de l'affaire Jaurès-Rességuier) : « Leur responsabilité est d'autant
« plus lourde qu'ils sont plus éclairés et plus étrangers
« à l'objet du débat professionnel. »

La logique et l'équité semblent, de prime abord, avoir été les seuls guides de la cour de Toulouse, dans l'application des faits qu'elle avait à juger. Mais peut-être s'inspirait-elle d'une morale plus haute, peut-être était-elle acquise à la philosophie nouvelle que M. Tarde avait développée dans les « Lois de l'Imitation ». Comme lui, elle avait voulu, sans doute, discerner dans la foule, démêler dans la conscience des masses l'irresponsabilité qui les caractérise. Comme lui elle cherchait à distinguer des degrés d'imputabilité dans les actes correspondant à des degrés de culture dans l'esprit. On peut estimer une telle théorie dangereuse et antisociale, car, dans bien des cas, elle aboutit à l'inutilité de la

peine. Sans compter, d'autre part, que la culture n'est point le critérium de l'intelligence. Mais n'aurait-elle eu que l'avantage de désigner à l'attention du juge le promoteur d'un désordre qui s'esquive au moment opportun, qu'elle aurait valu la peine d'être formulée. Il n'est pas téméraire de dire que la jurisprudence que nous avons vue se pénétrer de préoccupations morales, s'imprégnait en même temps de psychologie sociale et de philosophie.

CHAPITRE IV

LA FIN DE LA GRÈVE

La grève ne se termine pas toujours par la rentrée en masse des ouvriers à l'usine, par la réconciliation des deux partis en présence. Après la suspension d'armes, après l'armistice, nombreuses sont les traces d'hostilité qui subsistent encore dans les troupes des belligérants. De là naissent quelques controverses juridiques intéressantes.

Quand le groupement ouvrier se désagrège et qu'une partie des chômeurs de la veille reprend le chemin de la fabrique ou du chantier, les plus opiniâtres d'entre eux refusent parfois de laisser leurs anciens coalisés sortir du rang. Les agissements des réfractaires entraînent alors souvent une responsabilité pénale ou civile. Peu importe que les « renégats », les « faux-frères », les « fainéants », n'aient pas été visés personnellement. Pour eux, la grève est résolue : on les diffame, on les outrage, ils ont droit à une réparation (Cassation 1896).

Le patron, lui aussi, peut être lésé en ces fins ora-

geuses de batailles. Mais les intransigeants et les irréductibles ont beau le mettre à l'index, ils sont condamnés solidairement avec le journal de leur syndicat à payer des dommages-intérêts à l'industriel qui a souffert de leurs manœuvres. Leur rôle légitime se borne à exclure de leur groupement les compagnons qui ne paraissent pas entendre comme eux la défense des intérêts professionnels, à condition, bien entendu, qu'ils observent les statuts auxquels ils se sont eux-mêmes soumis.

Il appartient encore à l'association de signer des contrats collectifs de travail avec l'employeur. Sont-ce là, comme on l'a prétendu (1), des contrats engendrés par la grève ? ils semblent résulter plutôt de l'accommodement qui a suivi le conflit économique. En tout cas les tribunaux les considèrent comme licites et engageant les deux parties. Mais souvent le patron répugne à conclure un accord avec un syndicat dont il veut ignorer l'existence. Craignant sans doute qu'il n'ait le monopole de la main-d'œuvre dans son usine, à l'exemple des corporations d'autrefois dont l'hégémonie s'exerçait sur toute une ville, ou sur une région entière, il préfère renouer les multiples conventions qui l'unissaient auparavant à chacun de ses ouvriers. Et pourtant la jurisprudence, plus hardie, est unanime à lui recon-

(1) Delage, *Les grèves ouvrières*, Paris, 1901.

naître le droit de modifier aussi profondément le genre de contrat qui suffisait autrefois.

D'aucuns en concluent que les chefs d'industrie sont encore imbus des principes d'individualisme et de liberté absolue qui, si longtemps, régnèrent sans partage sur tous les esprits. Mais leur attitude a peut-être une tout autre raison. Qu'est-ce donc que ce syndicat avec lequel ils vont entrer en pourparlers ? Est-ce une personne stable et riche ? Derrière sa signature, y a-t-il pour la renforcer une caisse bien garnie ? Pas le moins du monde. Le patron a devant lui une association turbulente et sans un sou vaillant, à qui il est facile de signer tous les actes possibles et imaginables, car elle n'a rien qui puisse garantir une demande éventuelle en indemnité. Traiter dans de telles conditions serait de la plus déplorable politique (1).

(1) M. Doumergue a déposé, le 2 juillet 1906, un projet de loi sur les contrats collectifs. Il cherche à les définir plus étroitement, à en régler la valeur juridique. L'exposé des motifs constate l'insuffisance de l'article 1780 et de la loi de 1890 appliquée au fait de grève. On y lit en propres termes : « La fréquence croissante des conflits auxquels il donne lieu, montre combien est mal défini le lien contractuel qui unit les employeurs et les employés et il semble que rien n'est plus urgent que de fixer par une loi les obligations réciproques des parties ». L'urgence a été votée, mais elle n'aura sans doute pour effet que de retarder la discussion du projet.

CHAPITRE V

SUITES DE LA GRÈVE

Quelque légitime qu'en ait été l'exercice, la grève, après elle, entraîne des conséquences de plusieurs sortes. Une des questions qui se posent le plus souvent devant la juridiction prud'homale ou civile est de savoir si l'employeur a le droit, sans encourir des dommages-intérêts (article 1780) de renvoyer brusquement l'ouvrier qui s'offre à reprendre le travail. Il peut, sans nul doute, le congédier s'il est l'objet d'une inculpation même suivie de non-lieu ; s'il fait de la propagande syndicale dans ses ateliers ; s'il se trouve sous le coup d'une saisie-arrêt ; s'il s'absente, même après l'en avoir prévenu. En est-il de même du gréviste ? Au cas de rupture sans préavis d'un louage de services, alors que le délai de prévenance est d'usage, le patron est libre d'agir comme bon lui semble (Trib. commerce Seine, 6 août 1902). Aucun doute ne subsiste sur ce point.

Mais la jurisprudence va beaucoup plus loin. Malgré les protestations du monde syndicaliste, elle considère

le fait de grève comme un motif légitime de congédiement (Trib. civil Seine, 5 août 1893; Reims, 29 déc. 1900). Au fond elle est logique avec elle-même. Elle déduit les conséquences nécessaires du principe admis presque invariablement devant toutes les juridictions. Puisqu'en effet elles décident que la coalition a résilié le contrat de travail, tout chômeur, dès lors, est un tiers vis-à-vis du patron ; nulle obligation ne subsiste plus entre eux.

Les conséquences de cette théorie seront injustes parfois : nul n'en disconvient. Et même il apparaît singulièrement choquant qu'un homme soit frappé pour avoir usé d'un droit que la loi lui octroie. Mais que l'on jette les yeux sur la situation que l'abandon du travail a faite au maître de l'usine, et celle de l'ouvrier semblera moins ingrate. Sans doute l'employeur a le droit de réclamer des dommages-intérêts au syndicat lorsque les armes dont il s'est servi pour combattre lui ont causé un injuste préjudice. Mais son action civile n'est recevable que si elle est fondée sur l'un des délits ou des quasi-délits étudiés plus haut. Si la bataille s'est déroulée légalement, quelque déplorable qu'en soient les conséquences, elles ne sauraient être mises à la charge ni du syndicat, ni de ses membres : *Qui suo jure utitur neminem loedit* (Cassation, 25 janv. 1905). Cependant il y a là un fait doublement choquant. Un homme n'est-il pas mis à mal et souvent ruiné par l'exercice d'une faculté concédée à son adversaire ? C'est le résultat de la lutte économique, dira-t-on. D'accord. On ajouterait même avec

raison que cette lutte est nécessaire. Mais il serait souverainement injuste que la loi en imposât tous les inconvénients à un seul individu, pour en réserver les avantages à son antagoniste.

En même temps la cour suprême prononce, sur les suites que comporte la coalition, une sentence d'une portée beaucoup plus haute. Lorsque les parties en présence ont convenu, pour éviter les conflits futurs, d'en soumettre les débats à une commission mixte, jouant le rôle de tribunal arbitral, elle tient pour licite une telle convention. Elle n'ignore pas, à coup sûr, les objections que soulève le projet d'arbitrage obligatoire. Mais, elle n'a cherché, en prenant une décision aussi hardie, qu'à remédier aux maux innombrables que toute cessation de travail entraîne avec elle. Il est permis de regretter qu'elle soit sortie avec tant de témérité du cadre étroit de ses attributions propres. En tout cas elle ne pouvait choisir meilleure occasion, ni s'inspirer de raisons plus généreuses.

CHAPITRE VI

RÉSUMÉ

Il ne paraîtra pas téméraire après cette brève analyse du droit de grève d'en dégager, dans ses grandes lignes, l'évolution législative et jurisprudentielle.

M. Leroy, dans un livre, *Le droit civil et le droit nouveau* (p. 89), résume l'histoire ouvrière de la France en deux périodes, nettement tranchées par la loi de 1892 qui consacre le système protectionniste. Depuis 1864 jusqu'en 1892, victoire de l'esprit démocratique. A partir de 1892, rétrécissement des libertés ouvrières : la réaction l'emporte. Une division aussi simpliste et anti-thétique ne rend pas compte de tous les stades qu'a parcourus la liberté de coalition depuis le jour où, sous l'Empire, on l'octroya démocratiquement aux travailleurs.

Il n'est pas besoin d'en rechercher longuement la première étape : elle est marquée par la loi de 1864, née d'un élargissement heureux de l'individualisme. Les partisans du laissez-faire reconnaissent qu'il faut mettre aux prises, dans la discussion du contrat de travail, le

patron d'une part, et, d'autre part, sa main d'œuvre, groupée sous forme de coalition temporaire. Le duel dorénavant se fera à armes égales.

Le législateur s'en tint sagement à un libéralisme mitigé et légèrement autoritaire : il voulait laisser concourir et lutter les initiatives diverses, tout en les empêchant de s'entre-déchirer au grand dommage de l'ordre social. Peut-être aussi les théories socialistes de 1848 n'ont-elles pas été étrangères à la loi de 1864 ? Louis Blanc n'appelait-il pas déjà de tous ses vœux un régime qui « regardant comme solidaires les membres de la « grande famille sociale, tendit à organiser la société, « œuvre de l'homme, sur le modèle du corps humain, « œuvre de Dieu » ?

A l'influence des idées spéculatives, s'ajoutait le pouvoir plus déterminant encore des circonstances et des faits. Ce serait une grave erreur que d'oublier les chômages de 1862, leur retentissement dans la presse et dans l'opinion.

Enfin, en 1864, est fondée à Londres l'Internationale ouvrière.

Lorsqu'un droit nouveau correspond aux idées d'une époque et s'adapte aux exigences de la vie, il a bien des chances pour se développer et s'affermir.

Un second stade est marqué par la loi de 1884 sur les syndicats professionnels. L'extension du machinisme et de la production multiplie les dépendances réciproques et complique à l'infini les relations économiques.

Le groupement de la main-d'œuvre est l'antithèse impérieuse du groupement des capitaux. La solidarité est la grande loi du monde industriel; mais elle est surtout une solidarité inconsciente et objective; une solidarité de fait.

A cette interdépendance mécanique et aveugle des phénomènes sociaux, correspond une interdépendance subjective et réfléchie; la conception mutualiste de la vie et du progrès tend à prévaloir désormais dans le domaine des sciences morales. Il n'y a pas là une simple coïncidence fortuite, mais un rapport essentiel de la nature des choses. Le contrat, d'après Summer Maine, le quasi-contrat, d'après M. Léon Bourgeois, régissent l'ensemble de la vie sociale. Ces tendances nouvelles, le législateur les partage et les fortifie (ou du moins, il essaie de les fortifier) en élaborant la loi syndicale, et en abrogeant l'article 416

En même temps apparaît une science nouvelle, la sociologie, et avec elle nous arrivons à l'époque contemporaine. Elle se développe en proportion même de la complexité des phénomènes industriels. Une psychologie, dite sociale, se crée de toutes pièces. On analyse désormais ou l'on croit analyser les habitudes, les intérêts, les états de conscience collectifs ou individuels qui caractérisent les masses en présence. On ne veut plus voir dans un phénomène comme la grève une explosion de forces anonymes et indistinctes, englobées sous le nom vague de coalition. On discerne justement la part

des volontés instigatrices, le retentissement des actes et les paroles sur l'âme des foules. Bref on fait de la psychologie sociale; et le juge lui-même ne peut y demeurer étranger. Aussi s'occupe-t-il perpétuellement, surtout dans l'application si délicate de l'article 1780 du code civil, de scruter les intentions, de démêler les motifs et les mobiles. Il distingue l'impulsion aveugle, le geste passionné et la délibération calculée. La jurisprudence contemporaine s'inspire donc, pour dire le droit, de considérations essentiellement subjectives.

D'aucuns ne voudraient pas qu'elle s'arrêtât en si bonne voie. Elle est devenue modératrice ; elle a usé de tout son poids pour encourager la conciliation et l'arbitrage même sous des formes nouvelles et encore inconnues de la loi. Elle a cherché à apaiser les forces ennemies en présence. Mais, dit-on, ce n'est pas assez. Quelques esprits assignent au juge une place plus haute encore. A les en croire, il devrait sortir du cercle étroit où l'a confiné le Code Napoléon ; suivre de près le mouvement parfois tumultueux, mais si instructif, de la vie industrielle ; consulter l'horizon ; prêter l'oreille aux postulats encore vagues de justice sociale dès qu'ils sont murmurés par les belligérants ou par les témoins, en même temps victimes, de leurs luttes. En un mot l'on souhaiterait qu'il se fit l'éducateur des forces en conflit.

Certes le programme paraît beau. Mais a-t-on le droit de l'imposer au juge ? Pourquoi l'écraser sous un fardeau qui n'est pas le sien ? Le juge éducateur ? Les

deux mots ne vont guère ensemble. Sous le prétexte de progrès, il ne faut pas faire sortir la justice du rôle qui lui est dévolu; sa tâche est déjà assez rude. On dit même souvent qu'elle est boîteuse. Si elle a encore pour mission d'inculquer aux hommes des principes moraux, il est fort à craindre qu'elle ne marche plus du tout.

Elle a déjà su tracer au droit de grève des limites précises et flexibles, son attitude ferme et résolue en a imposé aux agitateurs et aux violents, il serait dangereux de lui faire quitter une place qu'elle a si heureusement tenue.

TROISIÈME PARTIE

LES LIMITES DU DROIT DE GRÈVE
EN ANGLETERRE

CHAPITRE I

LE BILL DE 1824

Pour distinguer les limites que le législateur anglais a entendu tracer à la grève, il est nécessaire d'examiner l'esprit qui l'animait en 1824 et l'influence qui a déterminé sa décision. De longues années devaient s'écouler avant qu'un pareil droit fût inscrit dans les codes des autres pays de l'Europe ; l'étude d'un document unique à cette date et la recherche des circonstances qui l'expliquent ne peuvent se détacher l'un de l'autre.

Le parlement, croit-on généralement (1), n'obéit alors à aucune considération juridique ni économique. S'il accorda le droit de coalition aux ouvriers, c'est qu'ils

(1) Cf. L. Smith, *Les coalitions et les grèves*, chap. I.

s'en étaient emparés de haute lutte, en résistant à toutes les oppressions.

Certes son libéralisme impliquait la faillite des « six Acts » (1819) et de la politique hargneuse et répressive que le député Whig Tierney caractérisait par ces mots : « Le gouvernement ne rêve que la force ; pas de conciliation, pas de paix ! La force, la force, rien que la force ! »

Mais si le pouvoir faisait aux travailleurs une concession de principes, en fait, il ne désarmait pas. Tous les genres de violences qui avaient été punis au cours des grèves jusque là illégales, il était bien entendu qu'ils le seraient encore dans les grèves une fois légales. Il n'en saurait d'ailleurs être autrement. Mais un droit, étroitement circonscrit dès le premier jour, et excluant toutes les manifestations qui en avaient accompagné jusque-là l'usurpation, était-il bien une victoire prolétarienne ? A lire l'histoire des délibérations qui l'ont précédée, la loi nouvelle n'apparaît guère comme la reconnaissance officielle d'une conquête imposée au législateur, passif témoin des faits.

Telle n'est pas la doctrine que les Webb exposent dans leur *Histoire du Trade-Unionisme*. A leur avis, le bill de 1824 fut le résultat d'un escamotage parlementaire. Sans doute l'infatigable apôtre du syndicalisme, Francis Place, le patron tailleur de Charing-Cross, n'était pas un partisan convaincu de la grève ; et même il se souciait peu des considérations juridiques ou écono-

miques ; mais les textes d'autrefois qui punissaient toute espèce de coalition lui paraissaient causer mille brutalités, mille injustices révoltantes. Gagner à sa cause deux députés influents, Hume et Mac Culloch ; joindre à la question en suspens, pour la faire passer, celle de la liberté d'émigration, déjà mûre dans l'opinion ; faire défiler aux communes des témoins habilement stylés ; multiplier les démarches ; rédiger des listes énumérant les illégalités provoquées par l'application des vieilles lois ; bref manœuvrer dans les coulisses de la scène politique tous les fils et tous les ressorts des acteurs avec une étonnante dextérité, tels furent, d'après les Webb, les épisodes de cette comédie législative.

Les « papiers Place » nous révèlent en effet, dans le boutiquier de Charing-Cross, un impresario génial, mettant au service d'une idée la même multiplicité d'expédients qu'avait employée cet autre commerçant de génie, Beaumarchais, au profit de ses grandes passions et de ses petits intérêts. Mais là s'arrête la ressemblance. Adversaires ou partisans, la plupart de ceux qui entouraient Beaumarchais appartenaient à l'ancien régime. Les anglais auxquels Fr. Place adresse, sans trêve ni repos, prières, avis, remontrances, menaces, partagent, à un degré quelconque, ses idées. Les députés mettent plus ou moins d'ardeur à suivre la voie qu'il indique ; mais il est visible qu'ils la considèrent aussi comme la meilleure.

En fait, peu de motions réunirent en leur faveur des

aspirations plus diverses et plus convergentes. Les Communes comptaient d'abord un groupe respectable de Benthamistes, amis de Fr. Place. Mais il serait injuste de les considérer comme des comparses, se réglant à l'aveugle sur ses instructions. On connaît leur principe : toute loi restrictive de la liberté individuelle est un mal et même un double mal. D'abord, elle porte atteinte au droit essentiel qu'est la liberté humaine. Ensuite elle est la cause nécessaire des délits nouveaux que les magistrats auront à réprimer. Son texte les a prévus ; c'est lui le coupable, l'agent provocateur.

De même que les patrons disposent à leur guise des capitaux qu'ils ont entre leurs mains, de même, les ouvriers doivent user, quand bon leur semble, de la faculté de coalition. Le jeu de ces deux forces, direz-vous, va créer un antagonisme dangereux pour l'ordre public. Point du tout. L'exercice de la liberté ne tardera pas à montrer que les intérêts, opposés en apparence, sont identiques en réalité. Liberté individuelle, identification des intérêts, voilà les deux principes qui ont guidé les radicaux de 1824 dans le vote de la loi nouvelle (1).

A côté des Benthamistes et se confondant plus ou

(1) « Aucune restriction, disait Bentham, ne doit être conférée, » aucune loi coercitive sanctionnée sans une raison suffisante et » spécifique. Il y a toujours une raison contre toute loi coercitive » et une raison qui, à défaut de toute autre, serait suffisante par » elle-même : c'est qu'elle porte atteinte à la liberté ».

moins avec eux, siégeaient Ricardo et ses amis. Joignant à la théorie sur le salaire naturel celle de Malthus sur l'accroissement de la population, ils en étaient arrivés à un pessimisme humanitaire qui est la caractéristique de leur esprit. Les ouvriers, pensaient-ils, attendent de la liberté de coalition un allègement à leurs maux. L'illusion est profonde ; mais pourquoi donner à leurs souffrances réelles une amertume plus grande encore, en les privant d'un droit qui leur est cher ? Il ne modifiera en rien leur condition ; car des raisons économiques l'imposent, autrement puissantes que toutes les volontés du monde. Mais il les instruira peut-être, et c'est déjà quelque chose.

Enfin le groupe le plus important de la Chambre, et qui détenait alors le pouvoir, était celui des thories libéraux et réformistes. Tandis que Canning préparait l'abolition de l'esclavage dans les colonies ; que Peel, par l'adoucissement des lois criminelles, tendait à les rendre plus efficaces, Huskisson, président du Board of Trade, jetait déjà les fondements de la doctrine libre-échangiste. Celui qui disait à propos du commerce de la soie (1825) : « Si nous voyons qu'une branche de notre industrie est entravée par des lois et des règlements politiques, tels que restriction à la liberté du travail, droits sur la matière première, alors, je crois que le devoir du gouvernement qui dispose d'un certain boni, est de réduire les taxations directes pour arriver à supprimer toute restriction fâcheuse », celui-là

pensait que le travail devait se marchander comme tous les autres produits.

Le bill préparé par Place et présenté par Hume ne fut donc pas voté, grâce à un subterfuge parlementaire. Il eut au contraire la rare fortune de réunir les suffrages les plus divers. Point n'est besoin, du reste, de s'étonner que l'Angleterre ait précédé de si loin dans cette voie les autres nations européennes. Car nulle part l'évolution industrielle n'a été plus rapide ; nulle part la nécessité des adaptations commerciales n'a été imposée par des circonstances historiques ou géographiques plus impérieuses. Ainsi le comté de Lancashire préparait, à lui seul, autant de coton que le reste du monde ; la densité de sa population entraînait dans les idées, dans les aspirations des patrons et des ouvriers, un développement parallèle. Et puis, il est bien peu d'assemblées législatives, où l'on ait fait preuve d'autant de générosité dans les vues et de décision dans les actes qu'en montrèrent les Communes, à cette date ; on était à l'aurore du libre-échange et le radicalisme utilitaire allait bientôt atteindre son apogée.

Mais les hommes du gouvernement avaient beau être réformistes, ils demeuraient toujours tories. A leurs yeux, l'harmonie des intérêts avait pour facteur les forces naturelles et la loi écrite. En vain Hodgskin le leur reprochait-il comme un illogisme : n'y a-t-il pas en effet entre ces deux idées incompatibilité essentielle ? En vain les conjurait-il de laisser les disputes entre employeurs et employés se dérouler en pleine liberté, sous

l'unique influence des lois économiques, et de travailler seulement à l'éducation intellectuelle des masses populaires. La Chambre était pénétrée des idées mi-libérales, mi-autoritaires qui prévalaient alors en théorie. Dominée par l'opinion moyenne du public, pour qui la grève n'était qu'une forme de jacquerie, elle écarta, sans hésiter, l'anarchisme rudimentaire qu'on lui proposait. Elle organisa le droit de coalition par un ensemble de dispositions pénales qui devaient en restreindre l'usage.

La partie limitative du bill prévoyait trois cas principaux dans lesquels des peines pourraient être prononcées. Ils sont précisés dans l'article 5 :

1° « Si un individu, en usant de violence envers un
« autre individu, ou en attentant sur sa propriété, ou
« en employant la menace ou un moyen d'intimidation
« quelconque, le contraint à rompre son contrat de tra-
« vail ou à abandonner son ouvrage avant la fin du
« temps pour lequel il a été engagé, ou avant de l'avoir
« achevé ;

2° « Si un individu endommage ou détruit des machi-
« nes ou des outils, des marchandises ou des objets en
« cours de fabrication ou empêche un autre individu
« d'accepter un travail ou une occupation ou emploie la
« violence, la menace ou un moyen d'intimidation quel-
« conque envers un individu qui ne veut pas se soumet-
« tre à des délibérations, règlements ou arrêts tendant à
« obtenir soit une augmentation de salaire, soit une di-
« minution ou un changement dans les heures de travail,
« soit une diminution dans la quantité d'ouvrage à faire,

« ou bien à régler la manière de conduire un établisse-
« ment industriel ou commercial ;

3° « Si un individu, en usant de violence envers un
« chef d'établissement ou son agent, ou en attendant
« sur la propriété, ou en employant la menace ou un
« moyen d'intimidation quelconque le force à faire un
« changement dans la manière de conduire son établis-
« sement.... »

La peine pour le contrevenant était de deux mois d'emprisonnement au maximum. La plainte devait être déposée par la partie lésée. Le ministère public, en l'espèce, l'attorney général, n'avait pas à se saisir d'office des faits jugés délictueux. Deux témoins établissaient la matérialité de l'acte répréhensible devant deux juges de paix, rendant leur sentence sans appel.

Si l'atteinte à la loi était commise de concert par plusieurs délinquants, la même pénalité s'étendait à tous les complices (article 6).

Telles sont les limitations précises et minutieuses que la grève parut comporter au législateur anglais. Il n'était d'ailleurs pas question, comme dans les lois françaises, d'atteinte à la « liberté du travail et de l'industrie ». Mais si le texte ne contenait aucun principe, il prévoyait, — chose beaucoup plus pratique et intelligente — une série d'hypothèses où le juge aurait à appliquer les sanctions qu'il édictait. Cela revient au même, dira-t-on. En théorie, peut-être, mais non pas en pratique où la place reste moins grande à l'interprétation arbitraire.

Quoi qu'il en soit, en votant le bill de 1824 le parlement se conformait, en partie du moins, à l'évangile du laisser-faire, qu'était le livre classique d'A. Smith, sur la *Richesse des Nations*. L'idée du droit de coalition était déjà contenue dans cet ouvrage : comment en effet, le travail serait-il libre, si les ouvriers ne pouvaient user du refus collectif ? D'autre part, les pénalités prévues n'en découlaient pas moins évidemment, puisqu'elles ne servaient qu'à débarrasser les parties en présence, des contraintes illégitimes qui les auraient entravées, à l'occasion, dans la conclusion du contrat.

Mais il faut noter — car le fait est rare — que la loi nouvelle recueillit à la fois les suffrages des patrons et des travailleurs. Les uns y voyaient avec joie le triomphe des idées benthamistes : en les adoptant, on faisait disparaître les vieilles barrières opposées à la spéculation et à l'initiative financières. Les autres étaient convaincus qu'une ère nouvelle s'ouvrait à eux, et que l'exercice légal de la grève allait leur donner un accroissement indéfini de salaires et de bien-être.

Fr. Place était le plus enthousiaste de tous. A l'entendre, les coalitions avaient vécu : telle était d'après lui la conséquence nécessaire du statut nouveau. Peu de lois, en somme, ont provoqué plus d'espérances (en pareille matière la chose est fort appréciable), plus d'illusions, et surtout plus de conclusions inattendues.

CHAPITRE II

L'ACT DE 1825

A peine la loi était-elle promulguée que deux conséquences immédiates se produisirent. L'une avait été prévue et souhaitée par Francis Place et ses amis. Quant à l'autre, avec un optimisme admirable, ils avaient refusé d'y croire. D'abord les Trade-Unions se multiplièrent avec une rapidité extraordinaire. Les ouvriers avaient fort bien compris qu'ils trouveraient dans l'association aide et protection contre la puissance du capital. Ensuite il y eut une véritable explosion de chômages qui bouleversèrent la vie économique du pays et irritèrent vivement l'opinion publique contre les travailleurs.

Le gouvernement se rappela alors qu'il était conservateur. Comme Pell, comme Canning, Huskisson était un tory bien résolu à maintenir à tout prix les traditions de son parti. Même en innovant, il ne voulait pas se départir de la circonspection la plus attentive et de ce sens pratique des affaires qui l'avait justement fait appeler au pouvoir. « Je n'ai nulle envie, disait-il, pré-

« cisément à l'époque critique de 1825, de mettre en vigueur des principes nouveaux, quand les circonstances n'en exigent pas l'application. »

En présence d'un mouvement gréviste aussi étendu que désordonné, qui déconcertait jusqu'aux partisans les plus déclarés de la loi de 1824, il n'hésita pas à prendre l'initiative d'une autre réglementation des coalitions.

On aurait pu craindre qu'en raison même des circonstances qui l'avaient inspiré, le bill de 1825 ne marquât un violent retour en arrière. Mais surtout il y avait lieu d'appréhender que le parlement ne se laissât troubler par les protestations véhémentes et justifiées des patrons ; par la résistance de certains manufacturiers, comme ceux de Glasgow, qui avaient décidé la fermeture générale de leurs ateliers.

Huskisson témoigna d'une modération qui finit par s'imposer à tous les députés. Dès l'ouverture de la session de 1825, sous l'impression des désordres récents, une commission d'enquête avait été nommée. Elle devait examiner les résultats du statut nouveau des ouvriers adopté par les Communes. A part Hume, qui avait réussi à s'y introduire pour représenter l'opinion naguère victorieuse, ses membres étaient tous des adversaires déclarés du droit de grève. Mais en provoquant fort habilement les dépositions d'un grand nombre d'Unionistes pacifiques, Hume changea l'opinion de la majorité gouvernementale, et permit à Hus-

kisson de faire voter un Act inspiré d'idées libérales et plein de ménagements pour les sentiments et les intérêts conservateurs.

La loi de 1825 sacrifiait tout d'abord aux alarmes de l'opinion publique : elle commençait par interdire les coalitions en général. Mais aussitôt une exception était faite en faveur des coalitions motivées par des questions de salaire et d'heures de travail.

Toutes délibérations et conventions relatives aux salaires étaient déclarées licites, mais avec la réserve nécessaire qu'elles n'obligeraient que ceux qui avaient assisté à ces délibérations, pris part à ces conventions (article IV).

Au premier acte délictueux puni par le bill de 1824, le législateur ajoutait une précision nouvelle : « Si un individu en molestant un autre individu ou en l'empêchant d'agir à son gré.... » Formule dont il est inutile de faire remarquer la généralité un peu vague, mais sans doute intentionnelle. La jurisprudence en fera du reste le plus large usage, lorsqu'elle prohibera l'usage bien connu du picketing.

Une autre hypothèse était encore prévue qui témoignait de l'influence que venaient d'avoir les unions dans le mouvement gréviste. « Si un individu use de violence, de menace ou d'un moyen d'intimidation quelconque pour forcer ou induire un autre individu à entrer dans une association, ou à se cotiser, ou à payer une amende... »

Enfin le troisième cas recevait une addition qui a trait à l'une des causes les plus fréquentes des conflits ouvriers en Angleterre. « Si un individu contraint ou induit par violence, menace un chef d'établissement ou son agent à limiter le nombre de ses apprentis ou de ses ouvriers, ou changer leur emploi... »

La pénalité, fixée d'abord à deux mois d'emprisonnement au maximum, était portée jusqu'à trois mois. L'appel, refusé en 1824, se faisait désormais au cours des sessions générales; il produisait un effet suspensif à condition que l'appelant versât un cautionnement de 20 livres. La sentence pouvait être rendue sur la déposition non plus de deux témoins, mais d'un seul. Ce témoin unique devait d'ailleurs être aussi difficile à trouver que les deux autres requis précédemment, car on redoutait fort les vengeances des unionistes ou de l'union dénoncés.

L'ensemble de ces dispositions législatives enserrait les chômages concertés dans un réseau relativement étroit de prohibitions et de pénalités. Fr. Place fut découragé quand il vit tant d'obstacles opposés au libre concert des travailleurs organisés. Est-il défendu de constater que ce libre concert avait produit de bien tristes résultats de 1824 à 1825? A la vérité, son pessimisme n'était pas dénué de tout fondement. En s'appuyant sur le texte nouveau, les tribunaux anglais condamneront pendant de longues années quiconque aura pris une part active à une grève, si pacifique soit-elle.

Ils considéreront la surveillance des ateliers comme

répréhensible, même si elle n'a pour but que de prévenir les ouvriers des décisions syndicales. A leur avis, il y aura là un fait d'intimidation, une menace à peine déguisée. Peut-être n'avaient-ils pas tout à fait tort. Pourquoi donc choisir la porte de l'usine pour informer les camarades que les hostilités ont commencé contre l'adversaire ? N'y a-t-il pas à cet effet la salle où se réunit la Trade-Union ? N'est-ce pas l'endroit tout indiqué où doivent être donnés les communications et avis qui intéressent les membres de l'association ?

Mais encouragés par l'opinion des hautes classes et de la bourgeoisie, et aussi par la réprobation que la High-church ne ménageait pas aux chômeurs, les juges vont user de l'imprécision voulue de la loi pour établir une tradition jurisprudentielle dangereuse pour les travailleurs. C'est ainsi qu'ils décideront que, le droit de coalition étant reconnu, tout fait de grève peut être poursuivi et condamné comme un délit.

On ne s'acheminait pas, comme le pensait Place, vers la faillite des idées libérales, mais simplement vers un régime de demi-tolérance. Tout compte fait, les ouvriers en tirèrent le plus grand profit. Car, au lieu de préparer la grève, qui n'était qu'un accident redoutable, au lieu de préparer la coalition éphémère et tumultueuse qui les exposait à toutes les sévérités de la loi, ils organisèrent la coalition permanente et paisible, l'association, dont le but est de maintenir les conditions normales d'existence (Standard of life). Bref les Trade-Unions

qui n'étaient nullement prohibées allaient, à l'abri de cet Act protecteur, prendre un extraordinaire développement.

Du reste si l'on y réfléchit bien, les juges d'Angleterre ne se montrèrent pas aussi sévères qu'on le prétend dans l'application de la loi de 1825. A preuve : certaines unions trouvaient leurs arrêts insuffisants, puisque, dans leurs statuts, elles traçaient des limites encore plus rigoureuses à l'usage que leurs membres devraient faire des chômages concertés. Peu prodigues des deniers patiemment accumulés, pleines de défiance pour les entraînements et les violences qui les précipiteraient à la ruine, elles furent toujours les premières, sinon à enrayer, du moins à atténuer l'effet des cessations de travail. Grande fut leur puissance modératrice. Ainsi pendant la période révolutionnaire qui s'étend de 1829 à 1842, les grèves restèrent parfois des phénomènes purement économiques que l'on distingue aisément des manifestations turbulentes du communisme oweniste et des explosions du chartisme insurrectionnel.

Il faut bien reconnaître les conséquences indirectes des réformes du législateur anglais. Serait-il téméraire d'ajouter qu'il ne les prévoyait pas et que les meilleures limites du droit de coalition ce sont diverses unions qui les précisèrent elles-mêmes à l'époque ?

CHAPITRE III

NOUVELLE LIMITATION DU DROIT DE GRÈVE PAR L'APPLICATION DES VIEILLES LOIS

Malgré tout, les pénalités édictées en 1825 parurent bientôt insuffisantes. Comment en arriva-t-on à pareille extrémité ? Pour l'expliquer, il faudrait exposer en détail l'histoire sociale et politique de l'Angleterre entre 1829 et 1867. Qu'il nous suffise d'indiquer les principales causes de ce redoublement de répression et de rigueur.

La première est l'énervement, l'inquiétude même qu'apporte avec elle, en cette période agitée par le charisme, toute coalition nouvelle, si innocente soit-elle. Son effet le plus immédiat est de troubler les esprits et d'alarmer l'opinion. Tandis qu'en France elle n'est que le rassemblement plus ou moins houleux des travailleurs, en Angleterre le « Strike » veut dire le coup, l'attaque, qui doit porter à l'adversaire une atteinte mortelle : « to strik a bold, a roug stroke ». En outre, les usines se multiplient et les ouvriers se concentrent autour d'elles en masses plus profondes. La machine les

discipline en vue d'une action commune et leur enseigne la nécessité de l'entraide en les rendant étroitement solidaires les uns des autres. La leçon de l'interdépendance économique est comprise, et les unions industrielles même les plus pacifiques, même les plus étrangères au conflit particulier qui va surgir ici ou là, ne le laissent point passer sans s'y associer en lui envoyant des secours d'argent. Bref les chômages collectifs deviennent plus étendus et plus opiniâtres.

Les patrons, de leur côté, ne demeurent pas inactifs. S'ils sont en général trop divisés d'intérêts pour s'unir, ils ont plus d'une arme entre les mains. Ils voient fort bien que le syndicat fait la force des prolétaires : sous forme de société de secours mutuel, il n'est au fond qu'une organisation savante destinée à soutenir les batailles économiques. Aussi ils en veulent à l'union et, par tous les moyens, ils cherchent à l'atteindre. Ou bien ils exigent des hommes qu'ils embauchent le document, c'est-à-dire la preuve qu'ils n'appartiennent à aucune association ; ou bien ils prononcent le lock-out contre les organisateurs ou même contre les membres des syndicats.

Nécessairement la situation devient critique, menaçante même. Les adversaires, exaspérés, sont à deux doigts de la violence. Bientôt d'ailleurs des actes de brutalité et de vandalisme sont commis à droite et à gauche. A tout prix, il faut y mettre le holà. Aussi, gouvernement et tribunaux vont-ils intervenir. Résul-

tat : les trois mois de prison édictés en 1825 ne paraissent plus suffisants pour sanctionner les délits les plus graves. Les fautes de moindre importance, comme le « rattening » ou le fait de cacher les outils ou les vêtements des non-grévistes, ne semblent même plus à l'opinion surexcitée, trouver dans la loi en vigueur une punition légitime. Bref, le public en alarme réclame des sanctions exagérées. Mais les ouvriers vont-ils, comme en 1825, trouver quelques défenseurs autorisés qui sauront en imposer à la foule impulsive et aveugle ! Au fait, que devenaient donc les radicaux, dans cette affaire ? Les champions du prolétaire opprimé, étaient-ils encore sur la brèche ? Certes leur parti gardait toujours son importance, que le ministère appartînt aux Whigs ou aux Tories, aux libéraux ou aux conservateurs. Ils ne pouvaient donc refuser leur appui aux travailleurs. Mais leur attitude était moins enthousiaste, moins nette et moins franche que par le passé. La raison en est simple. Si les Trade-Unions étaient assez fortes pour faire réussir les chômages, qui paraissaient aux disciples de Smith et de Bentham des phénomènes réguliers de la vie économique, elles en arrivaient à montrer un esprit de plus en plus opposé aux principes du radicalisme. La liberté du marchandage collectif ne leur suffisait plus. Elles voulaient protection et faveur pour l'oligarchie prolétarienne, dont elles représentaient les intérêts. Elles manifestaient des tendances aristocratiques.

Leurs avocats revendiquaient pour elles le droit exclusif de discuter les conditions du travail. De gré ou de force l'individu, simple machine entre les mains du syndicat, devrait subir sa tutelle. Hors l'Union point de salut ! On était loin du programme Benthamiste. Il ne s'agissait plus de respecter le libre jeu des lois économiques. La liberté ? Mais on ne l'avait réclamée que pour aboutir au privilège.

Ajoutons même que, dans la mesure où quelques Trade-Unions adhèrent à l'Owenisme, elles parurent aux libéraux devenus méfiants tomber dans l'utopie collectiviste, ou dévier vers un coopératisme de consommation qui n'était qu'une forme suspecte de négoce. En un mot, si les radicaux patronaient toujours les Syndicats, on voit fort bien pour quelles raisons ils ne leur témoignaient plus la même faveur.

Aussi, les ministères Whigs appuyés sur une notable partie de l'opinion essayèrent-ils à plusieurs reprises de reviser l'Act de 1825. En 1834, le gouvernement charge l'économiste Nassau de faire un rapport sur la situation. Elle est jugée à ce point périlleuse qu'il paraît nécessaire de modifier, au moins indirectement, la législation existante.

En 1837, les troubles éclatent à Glasgow. Une commission est nommée, sur l'avis de lord Melbourne, avec mission d'enquêter sur les résultats que produirait l'abrogation du bill de 1825. Enfin l'idée oweniste de la

grève générale qui trouve de nombreux partisans de 1837 à 1840 provoque un mouvement de réaction encore plus énergique. On ouvre alors l'arsenal des vieilles lois pour y chercher les armes nécessaires contre les travailleurs.

Un certain nombre de syndiqués se liaient entre eux par serment, formant une sorte de franc-maçonnerie ouvrière avec loges, rites et initiations plus ou moins bizarres. Aussitôt on leur appliqua les prescriptions d'antan relatives aux sociétés secrètes. D'autre part, un texte de 1349 autorisait le juge à décerner un mandat d'arrêt immédiat contre le serviteur que le maître dénonçait par serment comme ayant abandonné son ouvrage. Les tribunaux firent de ce chef saisir jusque dans leur lit les individus désignés. En vain répondaient-ils qu'on les employait aux pièces et que la tâche était terminée. Le juge répliquait que, tant qu'il y avait quelque chose à faire à l'usine, l'ouvrage n'était jamais fini ; et l'inévitable condamnation arrivait toujours.

Enfin la loi vétuste « Master and Servant » assurait au maître une supériorité marquée sur le serviteur. L'un était cru sur parole ; l'attestation du second ne faisait pas foi en justice. Le patron renvoyait ses ouvriers à son gré, en ne s'exposant qu'à des dommages-intérêts ; si le travailleur au contraire quittait l'atelier, il tombait sous le coup de la loi criminelle et s'exposait à la prison. Bref l'exagération était aussi violente en un sens qu'elle

l'avait été en l'autre. L'application de ces antiques dispositions donna sans doute à réfléchir aux agités et aux violents. Mais les Trade-Unions surent résister avec fermeté et modération et faire tomber la rigueur de leurs adversaires : une ère libérale va s'ouvrir en 1867.

CHAPITRE IV

LIMITATION LIBÉRALE DU DROIT DE GRÈVE

Le parlement s'y prit en trois fois pour accorder aux ouvriers les satisfactions qu'ils réclamaient. Le premier pas est franchi en 1867 (ministère Disraéli) ; puis les événements se précipitent et Gladstone en 1871, Disraéli en 1875 alors qu'il était le chef du cabinet pour la seconde fois, achèvent l'évolution législative dont les unionistes devaient bénéficier. Cette œuvre ne fut l'apanage ni des conservateurs ni des libéraux. Ils y concoururent sans doute, mais aucun d'entre eux n'en eut l'initiative. Pour saisir les motifs d'une transformation aussi radicale, il ne faut point les chercher dans les incidents superficiels de la vie politique, mais dans la modification profonde de la vie sociale.

Tant que les Trade-Unions étaient demeurées des associations locales et isolées, elles n'avaient servi qu'à organiser et à régulariser les cessations concertées du travail. Mais une fois fédérées et amalgamées, elles font passer la grève au second plan. Leur programme est plus étendu et plus rationnel. Les administrateurs et

les leaders des grands syndicats constituent à Londres un comité central. Ce fut dans cette Junte, comme on l'appela, que se définit et se précisa un nouvel unionisme qui allait produire dans l'opinion publique un revirement complet. Allan, Newton, Applegarth, Odger, membres du comité central, étaient tous des ouvriers, mais des ouvriers aux façons correctes, au langage modéré ; leur ton et leurs manières étaient empreints de la « respectability » si fort appréciée de la bourgeoisie anglaise. Leur programme d'ailleurs était prudent et mesuré. En hommes pratiques et clairvoyants, ils prétendaient se tenir à l'écart de toutes les théories économiques et sociales qui auraient paru les inféoder à un parti. Modestement, ils ne se proposaient que d'assurer aux syndiqués de chaque métier les conditions de travail les meilleures, que les patrons avaient accordées à leurs employés. La liberté d'association, l'égalisation des privilèges politiques, la possibilité pour tous d'arriver à l'éducation supérieure devaient être, à leur avis, les moyens infaillibles de réaliser l'idéal qu'ils se proposaient. Ils répudiaient avec énergie l'unique arme de combat employée jusqu'alors : la coalition. Les discours de G. Newton, secrétaire des syndicats de Glasgow, contre les grèves en 1866 ; la condamnation sévère qu'il portait contre le « rattening », au congrès de Sheffield, en 1867, sont des événements décisifs dans l'histoire de l'unionisme.

Mais les membres de la Junte avaient beau se déclarer

étrangers à toute doctrine sociale, il n'était pas en leur pouvoir de se soustraire à l'influence des idées contemporaines. Du reste, dans la mesure où ils en subirent le contre-coup, ils n'eurent point à le regretter. Ainsi quand ils prétendaient que la culture intellectuelle était un excellent procédé d'émancipation, ils se réclamaient des grands radicaux. N'était-ce pas là, en effet, la pure théorie des Ricardo, des Bentham et des James Mill ? Ils la reprenaient, manifestement trop instruits pour l'ignorer ; mais ils se gardaient de rappeler leurs ambitions d'autrefois, trop circonspects pour commettre pareille faute. Quant aux philosophes contemporains, ils les écoutaient parfois et prenaient leur conseil. D'ailleurs leurs principes nouveaux allaient avoir une influence décisive sur l'évolution intellectuelle de l'Angleterre.

Le législateur pouvait-il, en entendant Stuart Mill exalter dans son *Economie Politique* la liberté, seule créatrice d'utilité, rester insensible aux charmes d'une si belle idée ? Il aurait été impardonnable de maintenir plus longtemps les mesures répressives qui entravaient le jeu naturel des individus, isolés ou associés, et de ne les point abolir sur le champ.

Herbert Spencer, dans sa *Statistique sociale*, avait récemment complété, corrigé même le Benthamisme : l'identité des intérêts, remarquait-il, n'est pas primitive ; elle ne résulte même pas de l'activité sociale ; c'est sur le sentiment de la justice qu'est fondé le vrai libéralisme. Il n'y a que la justice qui définisse les conditions

d'équilibre statique dans les citées humaines. A la doctrine de l'intérêt dont on s'était accommodé jusqu'alors voilà donc que succédaient des doctrines où la liberté et le droit tenaient la première place. Sans doute il ne s'agissait encore que de systèmes bien anglais. La liberté et le droit, conçus tout autrement que par un J.-J. Rousseau ou un Kant, se ramenaient à des notions expérimentales. Mais c'était la première fois que l'on entendait pareille leçon. Les chefs du mouvement unioniste en profitèrent et le parlement, reflétant les nuances nouvelles de l'opinion, en tira d'heureuses conséquences législatives.

Les ouvriers protestaient avec le plus de véhémence contre l'application de la loi « Master and Servant » au fait de grève. Ils ne le faisaient d'ailleurs qu'avec un sentiment très légitime de leur droit. Les tribunaux avaient appliqué ces articles archaïques 10.339 fois en une seule année (1863). Le vieux texte ne fut pas abrogé. Mais on en fit disparaître les dispositions les plus vexatoires : celles qui avaient trait précisément au louage de service. La législation du moyen âge cessa donc d'être appliquée aux manifestations modernes de la vie industrielle (1867).

Les travailleurs remportèrent un autre succès lorsque fut voté le bill de 1871, qui reconnaissait l'existence des syndicats et déclarait leur fonctionnement licite.

Si les unions n'étaient point régies par des statuts illégaux, il leur était possible désormais de se soumettre

à la formalité de l'enregistrement et d'acquérir par là une capacité civile particulière : par exemple, il leur était loisible de nommer des trustees pour « acheter ou louer des immeubles, les vendre, échanger, hypothéquer ou donner à bail. » Ces fidéicommissaires avaient encore le droit, en vertu de la loi de 1868 sur les détournements, d'attaquer devant les tribunaux le caissier infidèle qui aurait dilapidé les fonds du syndicat. Mais ils le poursuivaient en leur nom propre et non en tant que représentants de l'Union. Car si cette dernière jouissait par leur intermédiaire de diverses facultés, elle n'avait pas de personnalité civile. La loi énumérait, en effet, dans son article 4 plusieurs cas où les tribunaux devaient se déclarer incompétents. C'était précisément ceux qui en auraient fait une entité juridique, si l'on avait reconnu à leur occasion, la compétence judiciaire (1).

Il semble extraordinaire à l'esprit d'un français pétri de logique et de principes qu'une association riche et

(1) « Aucune des dispositions de la présente loi n'autorise une cour de justice à recevoir une action qui aurait pour objet, soit de faire exécuter les contrats ci-dessous désignés, soit d'obtenir des dommages-intérêts pour leur violation : 1^o Conventions entre les membres d'une union en cette qualité, relatives aux conditions auxquelles il serait prescrit ou interdit aux personnes, faisant partie de ladite Union, de vendre leurs biens, de faire des transactions, d'employer d'autres personnes ou d'être employées par elles ; 2^o Conditions stipulant le versement, par quelque personne que ce soit, d'une cotisation ou d'une amende à la caisse d'une Trade-Union », etc. Cf. *La crise du Trade-Unionisme*, par Mantoux et Alfassa.

puissante reste en dehors de toute juridiction. Comment l'attaquera-t-on en effet si elle n'a pas la qualité de personne morale ? La chose n'est guère faisable et le procédurier le plus retors y perdrait toute sa science. Pas d'existence légale, pas de responsabilité.

Mais les Anglais, gens pratiques, ne s'inquiètent guère d'un illogisme. Peu leur importe si les affaires n'en marchent pas moins bien. Du reste, les prolétaires ne songeaient guère à protester contre une législation qui ne leur assurait que des avantages. Qui donc à leur place n'en eût fait autant, quelque sentiment que l'on ait sur le droit et la justice ?

Le troisième article de la loi formait une section à part sous le nom d' « Act d'amendement ». Moins favorable aux ouvriers, il avait suscité les protestations des radicaux. Mais Gladstone, qui ne voulait pas s'aliéner les industriels, en grande partie libéraux, l'avait défendu obstinément.

Ce n'était plus seulement, comme en 1825, les violences, menaces ou molestations qui étaient punies. Mais le simple fait de poster des surveillants à la porte d'une usine, ou de suivre avec insistance une personne, était déclaré illicite. Désembaucher des individus déjà engagés ou près de l'être, soit à prix d'argent soit en manifestant sa désapprobation, était assimilé au crime de conspiration. Ainsi sept femmes seront condamnées à la prison pour avoir crié « Bah » sur le passage d'un homme qui se rendait à l'usine. La notification de la grève au moyen

d'affiches ou de placards était de même rangée parmi les moyens d'intimidation.

Les unionistes protestèrent contre ces clauses criminelles reprochant au gouvernement de retirer d'une main les faveurs qu'il accordait de l'autre. Gladstone fut inflexible et les travailleurs furent obligés d'attendre les élections de 1874 et l'arrivée au gouvernement des conservateurs, pour obtenir une modification législative.

Aussitôt nommé chef du cabinet, le premier acte de Disraeli fut d'abroger l'« Act d'amendement », qu'il remplaça par le « Conspiracy and protection of property act ». Il reconnaissait, tout d'abord, la validité du contrat collectif.

« Une convention ou un arrangement fait par plusieurs personnes pour faire ou pour aider à faire quelque acte de discussion entre employeur et travailleur, ne sera pas poursuivi comme acte de malfaiteurs, si une telle action commise par une seule personne n'est pas tenue pour criminelle » (1).

(1) En principe donc ce qu'un individu fait sans transgresser la loi, une Trade-Union l'accomplira à son tour sans exposer ses membres aux rigueurs des tribunaux. Mais si certains actes ne sont pas criminels par eux-mêmes, ils sont considérés comme illicites lorsqu'il y a dommage causé à autrui. Tel est du moins l'avis des juges anglais en ce qui concerne la publication des listes noires. Leur but, on le sait, est de dénoncer à la vindicte publique les camarades félons. Mais fréquemment des procès en sont la conséquence. Les exemples sont faciles à trouver. Ainsi MM. Trollope attaquèrent en 1895 la

Par contre la loi prononce une amende de 20 livres et un emprisonnement de trois mois au plus : 1° « Si un
« ouvrier employé à fournir l'eau ou le gaz à une ville
« ou à une partie d'une ville, rompt son engagement de
« travail ;

« 2° Si un ouvrier rompt son engagement, sachant ou
« ayant un motif raisonnable de penser qu'il met par là
« en péril une vie humaine ou une propriété ;

Fédération du bâtiment de Londres pour avoir publié les noms des individus qui n'avaient pas voulu quitter leurs chantiers.

Les magistrats, sans nulle hésitation, donnèrent gain de cause aux demandeurs parce que « la liste n'avait pas été publiée de bonne foi pour défendre les intérêts de l'association, mais dans l'intention de nuire et pour forcer MM. Troloppe à renvoyer des ouvriers engagés à leur service ; qu'elle avait été publiée par vengeance afin de causer, ce qui eut lieu en effet, un dommage réel à MM. Troloppe et à leurs ouvriers ». Cf. Allassa, p. 21, déjà cité.

Dans une affaire analogue, une autre Union fut condamnée. Elle n'avait pas seulement publié des listes noires, mais elle avait obligé une maison, en relation d'affaires avec le patron qu'elle combattait, à cesser tout commerce avec lui. Poursuivis en justice, les membres du syndicat se retranchèrent derrière le texte de la loi prétendant que tout individu en aurait fait autant à leur place. Le jury d'abord, la Chambre des lords ensuite, repoussèrent leur théorie. Lord Lindley la réfutait en ces termes décisifs :

« Un individu qui n'en aurait pas eu d'autres derrière lui pour exécuter ses ordres, n'aurait pas pu faire ce que les défenseurs ont fait. Un homme ayant sur d'autres hommes le même pouvoir que les défenseurs pourrait avoir agi comme eux : dans ce cas je le considérerais comme ayant fait au plaignant un tort qui justifierait une action civile »... « Autre chose est de s'entendre pour ne pas travailler ; ceci est légal, — autre chose de s'entendre pour en empêcher d'autres de travailler ; — cela est de prime abord illégal. » Cf. Allassa, déjà cité, p. 24 et 25.

« 3° Si quelqu'un, injustement et sans droit, oblige
« un individu à faire ce qu'il a droit de ne pas faire, ou
« à s'abstenir de ce qu'il a droit de faire, emploie la
« violence ou la menace contre une personne, ses en-
« fants ou ses biens, suit quelqu'un avec persistance de
« place en place, lui cache ses outils ou ses vêtements,
« lui enlève ou l'empêche de s'en servir, *épie ou assiège*
« *la maison où d'autres travaillent, habitent, exercent*
« *quelque industrie, ou se trouvent par hasard*, suit
« quelqu'un sur la voie publique avec deux personnes
« ou un plus grand nombre. »

Le législateur le plus exact et le plus minutieux ne saurait rêver texte plus précis et plus détaillé que le troisième paragraphe du bill de 1875. Quelle subtilité de détails ! quel choix de mots variés ! Il semble impossible que le moindre doute puisse subsister dans la conscience du juge, si scrupuleux soit-il. Eh bien ! non ! L'apparence est fausse et le « Conspiracy act » ne définissait pas encore assez nettement le « picketing ». La meilleure preuve en est la difficulté que les tribunaux éprouvèrent à discerner le picketing délictueux du picketing pacifique. La loi prise à la lettre, punit tout individu qui surveille ou assiège une maison. Si donc l'on ne fait que stationner à la porte de l'usine, si l'on ne cherche qu'à obtenir ou à donner un renseignement, l'on échappe à ses rigueurs. Mais alors une question surgit aussitôt : le picketing est-il un acte de surveillance ? ou

n'a-t-il pour but que la communication d'un avis quelconque ?

Bref il fallait encore discuter malgré la clarté apparente du texte. Voyons brièvement comment les tribunaux ont résolu le problème. Dans l'affaire Lyons and sons contre William ils se sont rangés à l'avis de lord Lindley, qui exposait ainsi son opinion : « On ne peut
« pas dire, en général, que tout picketing soit illégal,
« parce que l'on ne fait que se tenir aux abords d'une
« maison pour donner ou recevoir des informations :
« cela est légal ; mais il est facile de voir que sous ce
« prétexte on peut commettre un grand nombre d'actes
« absolument illégaux. »

En somme, d'après lord Lindley, dont les idées ont été admises par les juges, il n'y a pas de picketing lorsqu'on se borne à communiquer un renseignement. Il ajoutait, il est vrai, qu'il serait bien facile, sous ce prétexte commode, de transgresser la volonté du législateur.

Aussi le lord justice Kay allait-il plus loin. Il estimait qu'il y avait contrainte par ce seul fait que des ouvriers étaient postés autour de l'atelier. Au fond, on ne saurait lui donner tort ; son opinion a en effet le mérite d'éviter les contestations inutiles et de rappeler aux travailleurs que, s'ils ont des idées intéressantes à échanger, ils n'ont qu'à se réunir au siège de leur syndicat.

Enfin on ne saurait abandonner cette délicate question sans étudier un autre procès assez particulier, qui fut

jugé à Bradford. Les faits se ramenaient à ceci : un patron abandonné par ses employés, en avait fait venir d'autres d'Irlande. L'Union expédia immédiatement des pikets au débarcadère pour les désembaucher. Le patron la poursuivit devant les tribunaux. Mais elle lui répondit qu'elle n'avait ni assiégé, ni surveillé son usine : elle n'avait donc commis aucun acte de picketing. Elle n'en fut pas moins condamnée. Quelques auteurs (cf Alfassa, p. 29) trouvent la décision hardie. Mais elle est simplement conforme à l'esprit du texte qu'il s'agissait d'appliquer. Le législateur a voulu punir la contrainte exercée par les grévistes sur les non grévistes. Peu importe donc que le picketing se pratique à 20 mètres de l'usine ou à 20 lieues de ses portes. Quelle est donc la loi qui, prise à la lettre, ne signifierait exactement le contraire de ce qu'on a désiré lui faire dire. On objectera peut-être qu'il est bien difficile d'assiéger une maison à 20 lieues de distance. Sans doute. Mais que l'on arrête un ouvrier au moment où il rentre à l'atelier ou qu'on l'empêche de quitter sa maison lorsqu'il se rend au travail, habitât-il à 100 kilomètres de distance, que le fait est toujours aussi répréhensible.

Bref la législation qui se déduisait du « Conspiracy and protection of property act », se résume en ceci : Licéité des Unions et du contrat collectif de travail ; reconnaissance du droit de coalition avec possibilité d'employer le « peaceful picketing » : le picketing pacifique. Cet acte régira jusqu'aux temps modernes les limites du

droit de grève. Sans doute l'act of Conciliation de 1896 a fourni de nouveaux moyens pour apaiser les conflits entre patrons et travailleurs. Mais au point de vue pénal, la loi de 1875 n'a été modifiée qu'en 1906. Toutefois pour comprendre cette dernière réforme, il faut en chercher la cause dans la jurisprudence nouvelle que les Law-Lords ont consacrée par leur arrêt célèbre de 1901.

*Limitation jurisprudentielle du droit de grève
depuis 1900.*

Le 22 juillet 1901, la Chambre des Lords posa le principe qu'un délit de grève pourrait exposer les unions à des responsabilités civiles. Dans la première surprise, on cria au coup d'Etat judiciaire. Mais la réflexion fit comprendre que l'arrêt des Lords était motivé par une métamorphose complète de la vie industrielle. Ce que l'on avait pris pour une révolution juridique, était simplement l'un des stades successifs de l'évolution sociale.

On craignait les vieilles Unions pour le secret dont elles entouraient leurs délibérations, pour la violence des mouvements grévistes d'autant plus impressionnants qu'ils frappaient des coups plus inattendus. Après 1875, au contraire, elles vivent au grand jour. Les chômages ne se préparent plus dans l'ombre. Jamais, pour ainsi dire, ils ne s'accompagnent de violences. Et pourtant les syndicats sont plus redoutables qu'autrefois. C'est que le nombre des adhérents a augmenté dans une propor-

tion énorme grâce à l'admission des « Unskilled labourers » ? C'est aussi que les cotisations sont payées régulièrement. Bref, les Trade-Unions sont des puissances financières. Leur discipline étroite soumet l'armée ouvrière au mot d'ordre des chefs. Sur un signe, le travail est suspendu, accéléré ou ralenti. Sur un signe, le « *cacanny* » diminue dans les mines, dans les usines la production industrielle de moitié ou des trois-quarts.

Enfin le programme est autrement inquiétant qu'autrefois. Les leaders de la Junte ne connaissaient pas d'autre socialisme que le « *self-help* » de la classe prolétarienne. Libéraux, opportunistes ils réclamaient pour le travailleur le libre achat du cottage, l'autonomie de l'atelier, la possession assurée du brevet qui privilégiait l'industrie des meilleurs. S'ils prétendaient exclure des chantiers les ouvriers non syndiqués, louant leurs services à meilleur compte, c'est qu'ils se considéraient comme une élite, à laquelle le patron devait bien des sacrifices supplémentaires. Et puis les hommes qui n'étaient pas affiliés à leurs associations étaient bien audacieux de venir les concurrencer ; ils oubliaient les principes de la reconnaissance la plus élémentaire : les Unionistes, par leur fermeté, avaient à eux seuls provoqué la hausse des salaires ; il fallait donc leur laisser le champ libre. Bref, ils tenaient le langage d'une aristocratie du travail. Mais aujourd'hui c'est une démocratie qui entre en lice et avec elle apparaissent les dernières théories du socialisme le plus pur. Ici l'on est disciple de Karl Marx

et les ennemis de la prétendue loi d'airain revendiquent un minimum de salaire. Là on se réclame du moderne Oweniste H. George : sous le couvert de son autorité, on prétend à l'impôt unique et l'on exige la distribution de la rente foncière, illégalement détenue par les capitalistes. Ailleurs c'est Keir Hardie qui est en faveur et ses admirateurs sont convaincus comme lui, que la « force est l'accoucheuse du progrès ».

Mais à qui donc s'adresse la menace des théories nouvelles ? A quel adversaire s'attaquent les syndicats armés d'une force toujours grandissante ? A une organisation économique dont les ressorts deviennent de jour en jour plus compliqués et plus délicats ; à la grande industrie, qui a besoin, avant tout, du crédit public et de la confiance de tous. Mais la confiance s'alarme aisément ; à tout prix il faut donc la rassurer, sinon les crises et les ruines s'accumuleront les unes sur les autres.

Herbert Spencer, en écrivant *Ses principes de sociologie*, postérieurs de quelque quarante ans à sa *Statistique sociale*, ne cachait pas la peur que lui inspirait pour la civilisation même, la méconnaissance des lois fondamentales de l'ordre social. Il s'y attache à faire ressortir l'importance d'une évolution lente et graduelle, la prédominance nécessaire des penchants altruistes sur les penchants égoïstes, parce qu'il se croit en présence d'un danger public.

Développer, tout en la préservant, l'institution sacrée qu'est la cité, seule sauvegarde du progrès et du droit,

tel est le but auquel nul ne peut se dispenser de concourir. Chacun peut y atteindre. Mais il faut se rendre compte des répercussions infinies de tous ses actes sur un mécanisme d'autant plus sensible qu'il se perfectionne davantage.

Peut-être le sentiment de l'interdépendance humaine, comme aussi le caractère nouveau du Trade-Unionisme ont orienté les juges vers des conceptions juridiques toutes nouvelles. L'affaire du « Taff Vale » n'est pas un point de départ. Elle fournit seulement à un état d'esprit général l'occasion de se manifester.

On connaît l'hypothèse. La fédération des employés de chemin de fer pouvait-elle être déclarée responsable des dommages causés à la Compagnie de la « Taff Vale » par la grève de Cardiff, en 1899 ? L'Union n'avait pas la personnalité civile. Il n'y avait donc pas lieu de l'assimiler à une société commerciale.

Mais le juge Farewell, auquel le litige était soumis, ne s'arrêta pas à cette objection. Il estima imprudent de laisser hors la loi une collectivité aussi puissante qu'un syndicat et ne vit aucune raison de le déclarer irresponsable des agissements de ses membres.

Sur appel, la Cour cassa le jugement de première instance. Le maître des rôles ne trouvant dans aucun texte, que les Trade-Unions fussent douées de l'existence juridique refusa d'admettre la thèse soutenue par les avocats de la Compagnie. Déboutée de sa demande, celle-ci porta le procès devant la Chambre des Lords, statuant

en dernier ressort. L'argument qu'elle invoquait s'inspirait de la justice et du bon sens : toute association capable de posséder, disait-elle, ne doit pas échapper aux conséquences de ses actes. La Trade-Union, au contraire, s'appuyait, pour toute défense, sur la stricte interprétation de la loi ; les syndicats ne jouissent pas de la personnalité civile, soutenait-elle, il est donc inadmissible de les poursuivre devant les tribunaux. Des débats s'engagèrent et finalement on admit les prétentions de la Compagnie. « Si le législateur a créé une chose qui « peut posséder, disait le lord Chancelier, qui peut prendre des employés à son service, qui peut causer des « dommages, on doit admettre, à mon opinion, qu'il l'a « implicitement soumise à l'éventualité de poursuites, « à raison de dommages commis volontairement de par « son autorité. »

On ne saurait trop applaudir à la réforme que venaient d'accomplir les Law-Lords. Car vraiment, il serait trop commode d'agir à sa guise sur les masses ouvrières, de léser les intérêts d'autrui et de répondre en justice à celui qui vous attaque : « Je regrette beaucoup, Monsieur ; mais je ne puis payer car je n'existe pas. »

Sans doute un procès sera ruineux pour l'Union, si l'événement est grave ; mais c'est à elle de modérer l'ardeur belliqueuse de ses troupes, et de leur faire sentir son influence en les maintenant sur le terrain du droit. Au chef, la responsabilité, et non à la machine qu'il manœuvre entre ses doigts.

On comprend fort bien cependant que les ouvriers qui regardent les faits à un point de vue plus égoïste et moins juridique, aient violemment protesté contre l'arrêt des Lords (1). A grands cris ils réclamèrent l'abolition d'une jurisprudence qu'ils estimaient draconienne. En fait on leur appliquait simplement les règles de l'équité la plus élémentaire auxquelles nul individu ne saurait échapper.

Mais si l'on reconnaît la responsabilité possible du syndicat, il est intéressant de se demander quels éléments doit réunir le fait incriminé pour donner lieu à indemnité. Suffit-il qu'il y ait eu dommage ? ou faut-il en outre que l'acte délictueux soit accompagné de l'intention de nuire ? La question fut momentanément tranchée dans l'affaire connue sous le nom d'affaire du « Banc du Roi ». Voici les faits : La fédération des mineurs du pays de Galle avait ordonné à ses adhérents plusieurs jours de chômage.

S'estimant lésés, les patrons l'actionnèrent en dommages-intérêts. Le tribunal du « Banc du Roi » les débouta de leur demande. « Je ne vois pas, disait, en effet, le juge « Bigham, président du tribunal, sur quoi est basée la « demande des plaignants, car toutes les fois que les

(1) Au congrès de Swansea le président M. C. Bowermann exprima avec véhémence le dépit des travailleurs : « La situation qui nous est faite est intolérable et la décision qui en est l'origine peut être justement regardée comme ayant pour but d'effectuer par des moyens légaux la paupérisation des travailleurs. »

« ruptures de contrat ont donné lieu à des dommages-
« intérêts, on a considéré comme essentiel qu'il y eût
« l'élément de malice actuel, c'est-à-dire une intention
« frauduleuse, réelle de faire tort aux plaignants. »

Le tribunal ne reconnaissait donc pas qu'il fallût accorder une indemnité lorsqu'il y avait eu simplement, suivant l'expression française, un quasi-délit.

Il vaudrait la peine de discuter son opinion, s'il n'avait lui-même pris soin de se déjuger bientôt après (Taff-Vale Railway, 17 décembre 1902).

Limitation actuelle du droit de grève.

Les syndicats anglais ne se tinrent pas pour battus. La lutte leur ayant été défavorable devant la Chambre des Lords, ils résolurent de prendre le législateur pour arbitre. Au fait, la chose était logique. Les tribunaux, en somme avaient préjugé des intentions du parlement : à lui maintenant de donner son avis. Du reste l'heure était propice ; le renouvellement des Communes approchait et dans la passe douloureuse d'une réélection, les députés prêtent volontiers l'oreille aux doléances du pays.

En général, les ouvriers anglais n'apportent pas, dans la bataille électorale, leurs revendications corporatives. En 1905-06, ils changèrent de tactique. Partout les candidats eurent à se prononcer sur le point de droit qui les passionnait si fort. Les conservateurs, oubliant qu'ils avaient défendu autrefois le Trade-Unionisme,

s'en tenaient à l'arrêt de la Taff-Vale. Il modérait heureusement, à les en croire, une puissance qui, autrement, eût été illimitée.

Les libéraux, jadis adversaires d'associations qui apportaient mille entraves à la loi de libre concurrence, laissèrent là leurs préférences d'antan et prirent nettement parti pour une réforme législative. La réponse du scrutin ne fut pas équivoque : 151 conservateurs seulement sont élus contre 385 libéraux et 29 membres du Labour-party. Sans opposition sérieuse devant elle, la nouvelle majorité n'avait plus qu'à remplir son programme.

Déjà en 1903, sous le ministère Balfour, une commission royale avait été nommée, qui devait examiner les revendications syndicales. Mais le gouvernement conservateur, moins bien inspiré que les tories d'autrefois, n'y avait fait entrer aucun travailleur. Aussi nul d'entre eux ne voulut se présenter devant elle, l'estimant suspecte. Après avoir longuement discuté les points en litige, la commission répartit en trois articles les conclusions auxquelles elle était parvenue :

1° « *Quelle est la responsabilité des caisses syndicales pour les actes illicites des représentants d'une Union ?* »

Réponse : « *Il n'y a pas lieu de changer la jurisprudence adoptée dans l'affaire de la Taff-Vale.* »

2° « *En quoi faut-il modifier la législation codifiée ?* »

(Statute Law). Réponse :—« *En ce qui concerne le picketing et d'autres procédés usités en temps de grève.* »

Les commissaires, après un examen attentif de la question, repoussèrent les prétentions unionistes qui tendaient à faire reconnaître la légalité du picketing pacifique. Ils estimaient que le fait de « surveiller une « maison ou de se tenir devant une maison dans un but « de persuasion pacifique », suivant l'expression consacrée, impliquait toujours une intention malveillante.

3° « *Quel changement convient-il d'apporter à la législation sur les associations et conventions (conspiracy) qui se rapportent aux métiers ?* » Le principe admis fut que le syndicat pourrait faire tout ce qu'un individu a le droit d'accomplir sans transgresser les lois.

Mais l'étude du cas « Quinn et Leatham » (1901), les rendit partisans d'une responsabilité civile pour l'Union qui aurait lésé les intérêts d'autrui, en forçant les clients d'un commerçant à ne plus faire d'affaires avec lui.

Bref, la commission s'en tenait aux dispositions législatives de 1875, amendées par l'arrêt des Law-Lords de 1901. Mais elle n'avait pas pensé que le gouvernement était libéral et que les députés n'avaient sans doute pas oublié les promesses faites aux travailleurs. Le Cabinet présenta donc un projet qui était plus en harmonie avec les aspirations du monde syndicaliste. Mais, chose curieuse, l'article 4 de ce projet édictait la responsabilité civile des Trade-Unions, lorsqu'elles n'auraient pas désavoué les actes de leur comité directeur.

Certes il leur eût été facile d'échapper à la sanction légale. Quelques réticences au bon moment et tout était dit. Mais l'on ne saurait trop remarquer que des libéraux comme Bannerman, des radicaux comme Lloyd George, des syndicalistes comme John Burns, se ralliaient, avec réserve bien entendu, au jugement de la Chambre des Lords. Les protestations ouvrières, il est vrai, eurent vite raison des scrupules juridiques qui encombraient encore la conscience gouvernementale et les syndicats purent bientôt se réjouir d'échapper aux règles que le bon sens a fixées pour le commun des mortels.

Après trois lectures, les Communes adoptèrent le « Trade-disputes act » qui renchérisait encore sur les dispositions présentées par les ministres. Trois additions importantes étaient faites au « Conspiracy and protection of property act » de 1875.

§ 1. — *Addition à la section III.*

« 1° Une action qui a lieu par suite d'une union de
« deux ou plusieurs personnes, ne doit pas, si elle a
« pour but l'organisation ou l'exercice d'une grève,
« être tenue pour illicite, si une telle action n'est pas
« punissable par elle-même. »

« 2° Il doit être permis à une ou plusieurs personnes
« qui agissent pour elles-mêmes ou pour une union ou-
« vrière ou pour un employeur ou pour une entreprise
« individuelle, de se tenir, en vue de préparer ou de fa-

« voriser une grève, devant une maison ou un endroit
« où une personne habite, travaille, exerce une profes-
« sion ou se trouve par hasard, si cette action est faite
« simplement dans le but de communiquer ou de rece-
« voir une information d'une manière pacifique, ou de
« persuader une personne quelconque, d'une manière
« pacifique, de travailler ou de ne pas travailler. »

Au cours des débats que soulevèrent ces deux articles, sir Charles Dilke proposa formellement de déclarer que le picketing n'était pas une vexation (molestation) ni un dommage (nuisance), car, disait-il, les ouvriers craignent des poursuites à ce double titre. Sa motion fut heureusement rejetée, mais à une faible majorité. Il ne semble pas trop hardi de se ranger à l'avis des Communes et de penser que sir Charles Dilke exagérait un peu les choses. L'ensemble de l'article fut voté par 238 voix contre 31.

La Chambre des Lords admit presque sans discussion cette large extension du picketing. On proposa bien de fixer à trois le nombre des personnes mises en surveillance. Mais lord Lansdowne riposta avec succès que ce qu'il fallait considérer, ce n'était pas le nombre des « pickets », mais ce qu'ils faisaient et comment ils le faisaient.

Les Trade-Unions considérèrent, à bon droit, comme une insigne victoire, le silence des Law-Lords, sur un point si longtemps litigieux.

§ 2. — *Première addition à la section VII.*

« 3° Un acte fait par une personne en vue de préparer
« ou de favoriser une grève, ne doit pas être considéré
« comme illicite pour cette raison que, par cette action,
« un autre individu a été amené à rompre un contrat
« de travail, ou parce que cette action est nuisible à la
« profession, au travail ou à l'occupation d'un autre,
« ou parce que, en agissant ainsi, une personne entre-
« prend de s'immiscer dans les affaires d'une autre per-
« sonne ou d'empiéter sur le droit qu'elle a de travail-
« ler, ou de disposer de son capital comme elle l'en-
« tend. »

Ainsi la loi n'admettait plus la responsabilité à laquelle était assujettie toute personne qui en excitait une autre à rompre son contrat de travail. La jurisprudence avait d'ailleurs suivi, en l'occurrence, une évolution caractéristique. D'abord les tribunaux avaient considéré comme punissable le simple fait d'amener la cessation du louage d'ouvrage (1853, affaire Lambye et Gye). Puis ils n'avaient tenu cet acte pour illicite que s'il était inspiré par un désir évident de nuire à autrui (1881, Bowen et Hall). Plus tard encore ils avaient écarté la doctrine qui veut que dans toute cause on recherche l'intention des parties en présence (1897, affaire Allen et Flood). Restait enfin à déclarer que la grève était une rupture légale du louage de services. Sir Charles Dilke le proposa bien, mais la Chambre se contenta de l'auto-

risation implicite contenue dans le texte qu'elle adoptait.

Voté également à la Chambre Haute, cet article fournit aux Law-Lords l'occasion d'énoncer des principes de la plus haute importance en matière de législation anglaise. « Une action qui est légale, bien que dommageable, » déclara lord Lindley, ne devient pas illégale « parce qu'elle a été faite avec une mauvaise intention, » « parce qu'elle a été exécutée dans le but de gêner ou « de nuire. » Lord Watson le confirmait et ajoutait : « La loi anglaise, à mon avis, ne considère pas l'intention comme un élément de culpabilité entraînant des « responsabilités. » Les tribunaux avaient donc fait fausse route lorsqu'ils recherchaient les motifs d'action des prévenus ou des parties en cause. Désormais, des considérations purement objectives devront seules éclairer leur conscience. Bref, c'était le rejet formel de la théorie de l'usage abusif d'un droit.

§ 3. — *Deuxième addition à la section VII.*

« 4° a) Un procès contre une Trade-Union composée
« d'employés ou d'employeurs ou contre ses membres ou
« ses administrateurs en raison de quelque action criminelle qui aurait été commise au nom ou de la part
« d'une Trade-Union ne doit être reçu par aucune
« cour de justice.

« b) Cependant aucune disposition de cette section ne
« doit supprimer la responsabilité des mandataires

« d'une Trade-Union pour les cas prévus par l'act de
« 1871, (détournement de fonds par secrétaire et admi-
« nistrateurs de Trade-Union) excepté s'il s'agit d'une
« action qui aurait été commise illégalement au nom ou
« de la part d'une Trade-Union relativement à l'exercice
« du droit de grève. »

Ainsi toute action en dommages-intérêts contre un syndicat, ses administrateurs ou ses membres, était désormais interdite. Non seulement ils n'encouraient plus les responsabilités civiles auxquelles la sentence rendue dans l'affaire de la Taff-Vale les avait assujettis, mais ils étaient formellement placés au-dessus des lois qui régissent les citoyens et les sociétés en Angleterre. Il est facile de deviner les protestations soulevées par ce texte à la Chambre des Lords. « Jusqu'ici, dit lord Carson, « le Roi seul avait le privilège de ne pouvoir commettre « aucune injustice, désormais les Trade-Unions et leurs « membres partageront avec lui cette prérogative. » « L'injustice de cette clause, déclara lord Lindley, est « si évidente que tout commentaire est superflu. » « C'en « est fait désormais, du principe de l'égalité devant la « loi, ajouta lord Westlake. » Lord Dicey, dont l'autorité juridique est considérable, ne fut pas moins sévère contre la loi nouvelle. Et l'on remarqua que lord Herford, partisan déclaré des ouvriers en toute circonstance, avait voté contre l'article en question.

Le gouvernement obtint cependant la majorité, moins, est-il besoin de le dire, pour les arguments juridiques

qu'il fit valoir (sinon il faudrait désespérer des lois parlementaires), que pour des raisons d'ordre politique dont il ne fut pas question. Le lord Chancelier fit remarquer d'abord que les droits étant les mêmes pour les employeurs et pour les employés, les effets d'une liberté si redoutée finiraient par se neutraliser.

Le paradoxe est plaisant. Mais tant qu'à faire, il n'y avait qu'à supprimer les sanctions pénales applicables aux délits de coalition et la neutralité, chère au lord Chancelier, eût été parfaite. Si vraiment il suffit d'un laisser-faire législatif aussi simple, pour donner aux esprits les plus échauffés une sérénité sans égale, le parlement anglais a manqué au premier de ses devoirs, en n'abolissant pas le conspiracy act de 1875.

Il ajoutait qu'il s'agissait moins d'innover que de remettre les choses dans l'état antérieur à l'affaire de la Taff-Vale : « L'immunité que vous croyez accorder aux
« Trade-Unions, disait-il enfin, mais elles en ont joui
« pendant quarante ans déjà; pendant quarante ans, il y
« a eu beaucoup de grèves, pour lesquelles on n'a songé
« à réclamer aux Trade-Unions aucune réparation civile. Il serait injuste, au surplus, de ne voir dans les
« syndicats actuels que des fauteurs de grèves : sur la
« somme très importante (16 millions), que les caisses
« d'Unions ont déboursée dans le cours de 10 ans (1895-
« 1904), une faible partie seulement (14 %), a été distribuée en secours aux grévistes. »

Le leader de l'opposition, M. Balfour, n'eut pas de

peine à signaler les points faibles de la thèse ministérielle. Sans doute, il espérait que les privilèges accordés aux syndicats ne causeraient apparemment aucun péril bien grave. Peut-être n'abuseraient-elles pas plus d'une prérogative désormais explicite, qu'elles n'avaient profité, jadis, des vagues immunités que leur laissait le silence des lois de 1871 et de 1875. Mais il ne formulait qu'un souhait, rien de plus et il avait raison.

Ainsi donc le gouvernement anglais faisait triompher une disposition qu'il avait jugée impraticable dans son premier projet et qu'il n'inséra dans la rédaction définitive que sur les instantes prières de ses électeurs. Il n'est guère de meilleure objection à faire contre une mesure aussi stupéfiante.

Bref le résultat le plus clair du bill voté en 1906, a été de mettre les syndicats au-dessus des lois communes. Il n'est guère probable qu'on ose jamais leur enlever les prérogatives exorbitantes dont ils jouissent actuellement. Il faudrait à un homme une rare énergie et un sang-froid remarquables, pour supprimer les faveurs qu'un législateur, en mal de réclame électorale, a faites aux ouvriers. Aussi quand elles le voudront, les Trade-Unions pourront copier un mot célèbre et dire avec orgueil : « L'Etat c'est nous. »

Autrefois, la noblesse jouissait d'immunités sans nombre. Mais que d'attaques les prolétaires lui ont adressées! Que de phrases vibrantes ont éclaté à la tribune et au prétoire où résonnaient, après chaque virgule, les mots

vengeurs d' « Egalité » et de « Justice ». Aujourd'hui, les prolétaires ont pris aux vaincus leurs dépouilles opimes et ils s'en parent sans scrupule, au nom de la même « Justice » et de la même « Egalité ».

On ne manquera pas, il est vrai, de remarquer que les employeurs jouissent des mêmes privilèges que les employés et que, sans doute, la crainte des réciprocités nécessaires inculquera aux grévistes une prudente sagesse. Peut-être. D'aucuns ajouteront encore que la loi de 1906 a le mérite remarquable de montrer aux adversaires en présence l'utilité urgente de l'entente la plus étroite. Sans doute. Mais est-ce donc la solidarité qui a pour but de disposer face à face, au sein même de l'Etat, deux puissances formidables ? Est-ce donc elle qui doit aboutir à la guerre sociale ?

CONCLUSIONS GÉNÉRALES

Finie donc, l'étude projetée. Parcouru le sentier rocailleux et glissant que le législateur et les juges ont à grand peine tracé au milieu du fourré inextricable de la vie industrielle. Aux « attendus » épineux que les tribunaux rédigent à profusion, aux textes embrouillés dont les fabricants de lois se servent pour cacher leur pensée, nous avons laissé beaucoup de papier et d'encre : beaucoup trop pour le travail accompli, bien peu pour l'étendue immense d'un sujet controversé. Mais que faire en terminant, sinon consacrer encore un peu d'encre et de papier aux inévitables « Conclusions générales » ?

Ainsi le veut l'ordonnance d'un travail, ainsi nous procéderons.

La coalition est un fait : inutile donc de dissenter longuement là-dessus. Elle existe : prenons-la comme elle vient. Embrigadés par la machine, les ouvriers ont fini par manœuvrer comme l'outil qu'ils mettaient en branle. Ils ne sont plus une foule, ils ne sont plus une masse ; ils sont une force, ils sont le nombre. Certes la grande

mécanique humaine n'est pas encore « à point » ; son moteur fait entendre souvent de nombreux « ratés », mais lentement, mais sûrement, elle se règle pour le grand effort.

Aussi quel que soit le gouvernement d'un pays, monarchique ou républicain, il lui faut s'occuper du prolétariat : sans lui, impossible de vivre. Tous donc se sont inquiétés de son sort : ici on lui a reconnu des droits précis et formels ; là on lui a prodigué les faveurs et les flatteries sans compter la dépense, ni prévoir le danger. D'abord la grève a été reconnue comme indispensable, puis l'association a été jugée nécessaire ; et même l'on a permis aux associations particulières de s'associer entre elles. C'est ainsi qu'a été créée l'une des plus grandes forces des sociétés contemporaines : le syndicalisme.

Mais le prolétariat coalisé et syndiqué va-t-il pouvoir faire grève comme bon lui semble ? La grève qui est un droit légal depuis 1864, est-elle un droit social ? On a limité les actes permis aux chômeurs concertés, ne faudrait-il pas limiter les chômages eux-mêmes ?

Ah ! j'entends déjà les anathèmes foudroyants dont m'accablent les socialistes chrétiens ! Contester la coalition ? Quelle audace ! quel oubli impardonnable du grand principe moral qu'est la justice ! Non seulement on doit la maintenir au nom de la liberté, mais on doit encore forcer les travailleurs récalcitrants à faire cause commune avec les camarades qui ont abandonné

l'usine : ceux-ci seuls ont conscience de leur honneur et de leur dignité. Lâches et félons les individus qui ne veulent pas laisser leur famille mourir de faim pour la sublime idée qu'est la Solidarité. Il suffit de quelques traîtres pour faire avorter la coalition la plus légitime. Aux faux frères la responsabilité honteuse du sweating-system.

Si convaincu par la trombe des arguments, vous vous tenez coi, le défenseur des socialistes-chrétiens poursuivra sans nul doute sa harangue. Du reste, ajoutera-t-il, laissez-nous agir et vous verrez ; nous moraliserons l'ouvrier ; nous lui donnerons conscience de ses droits et de ses devoirs civiques. Avec notre doctrine, plus de grèves révolutionnaires, mais rien que des conflits économiques où l'ordre public sera respecté, où les citoyens n'auront rien à craindre pour leurs biens, ni leur personne. Solidarité, justice, liberté, voilà notre programme.

Il est beau. Il est très beau. Il est si beau qu'il fait peur pour ceux qui veulent le réaliser. La prétention paraît, en effet, un peu osé de transporter dans la lutte pour la vie les préceptes du sermon sur la montagne.

Et puis la solidarité tant vantée, qui veut que tous les travailleurs travaillent ensemble et fassent grève d'un commun accord est-elle bien la vraie solidarité ?

On s'est tant occupé de la classe ouvrière qu'on ne voit plus qu'elle au monde. Mais les prolétaires, bon gré, mal gré, appartiennent à un monde dont les rouages

et les engrenages sont de jour en jour plus compliqués. Arrêtez un ressort dans une montre et l'aiguille reste immobile au cadran... Empêchez les chemins de fer de circuler, éteignez l'électricité et la vie d'un peuple est suspendue. La solidarité n'est pas l'apanage de l'employé, elle est la loi fondamentale de l'existence des nations. Si on l'invoque pour imposer aux travailleurs la coalition comme un devoir, ne pourrait-on l'invoquer pour soutenir qu'en maintes hypothèses, la coalition est un crime ?

L'expression n'est pas trop forte ; la preuve en est que plusieurs pays n'ont vu dans la grève qu'une faveur qu'il faut parcimonieusement distribuer. Ainsi le législateur allemand laissant là les principes et les périodes oratoires, a formellement interdit les chômages concertés aux employés des compagnies de chemins de fer, aux marins et plus généralement à tous ceux dont le labeur est nécessaire à l'Empire.

L'exemple est mal choisi, direz-vous. Prendre la Prusse pour modèle ! Mais c'est rêver d'arbitraire et de caporalisme. Soit. Passons alors aux antipodes constitutionnelles et du césarisme à la démocratie. Il n'est pas de législation qui devrait être plus clément aux prolétaires que la législation suisse : sa sévérité pourtant la fait remarquer entre toutes. Ainsi, dans le canton de Zurich une loi fut votée récemment à la suite d'une grève particulièrement violente des maçons d'Albisrieden : voici l'analyse qu'en donnait la *Gazette de Lau-*

sanne. « La loi zurichoise, écrivait-elle, interdit et punit
« les excitations à l'émeute et à la commission d'actes
« punissables de la réclusion. Elle assimile à la viola-
« tion du domicile l'entrée non autorisée dans des chan-
« tiers, des usines, des ateliers contre le gré du pro-
« priétaire. Elle punit celui qui, par violence, par me-
« nace ou par des actes d'intimidation, prétend empê-
« cher autrui de vaquer à ses occupations.

« *Un paragraphe spécial châtie les employés et ou-*
« *vriers des services publics, cantonaux et communaux*
« *qui, en suspendant sans droit leur travail, manquent*
« *à leur devoir et exposent de cette façon à un péril, la*
« *vie ou les biens des personnes, ou des intérêts publics,*
« *ou des intérêts privés importants.* »

Le canton de Zurich n'a pas, du reste, le monopole de ces dispositions rigoureuses : la loi bernoise, sans entrer il est vrai dans autant de détails, est aussi stricte et tout aussi formelle.

Voilà, semble-t-il, une cité où l'on comprend la solidarité dans toute sa largeur : car celle-ci ne s'arrête pas à la porte de l'usine, mais à la frontière du pays.

Si l'on admet que la grève est un droit, elle n'est qu'un droit précis et limité, accordé par exception à certaines catégories d'ouvriers. Elle n'est pas un droit absolu et cela, au nom du droit plus grand qu'à la société de vivre.

En France, nous avons posé d'immortels principes ; nous avons énoncé des vérités immuables. Le peuple,

d'abord, les a trouvés plaisants ; il s'en est servi comme d'un joujou. Peu à peu il en a compris la force ; maintenant qu'il les saisit dans toute leur ampleur il les réclame entiers et absolus. Il retourne l'arme contre l'imprudent qui la lui a donnée sans y prêter attention.

Si une coalition partielle soutenue par un syndicat local est chose fort légitime et souvent tolérable, en oserait-on dire autant d'une cessation de travail fomentée par un bureau central représentant des centaines de syndicats particuliers ?

En 1884, lorsqu'on accordait aux prolétaires la liberté d'association, M. Waldeck-Rousseau profitait du moment pour prononcer un grand discours. Il interrogeait l'avenir avec perspicacité et n'y voyait poindre aucune menace. Quelle chimère que de rêver d'une fédération de syndicats ! Où avait-on la tête lorsqu'on redoutait l'apparition d'un nouvel Etat dans l'Etat ? C'était folie que d'y penser une seule minute. Ecoutez-le plutôt : « Ce « n'est pas tout, Messieurs, déclarait-il, j'ai dit que « la conception terrifiante du syndicat universel n'est « pas justifiée par la pratique, par l'expérience de ce « qui est ; j'ai ajouté sans insister plus longuement, car « c'est une considération qui a été épuisée, que cette « conception n'est pas davantage dans la nature humaine, dans ses instincts, et dans ses tendances. »

Aux déductions merveilleuses d'un logicien émérite, il serait outrecuidant d'en opposer d'autres. Mais il reste un fait : la France a une Confédération générale

du travail. Le mot seul est formidable. Sur un signe venu d'en haut tout s'arrête dans le pays. Les lumières s'éteignent non plus au Ciel mais aux plafonds des magasins, les usines se ferment, les machines s'arrêtent, les fourneaux ne crachent plus leur fumée noire... Oh ! quelle exagération, va-t-on s'écrier. Point. Lisez plutôt ceci : « En conséquence, le comité des grèves ordonne « à tout syndiqué de cesser le travail le jeudi 6 août « 1908 à 8 heures du soir et de ne recommencer qu'à « 10 heures, soit une interruption de 2 heures » (Circulaire de M. Pataud aux électriciens). L'ordre est venu et l'électricité s'est évanouie. Le fait est là. Inutile de discuter. Ce que M. Waldeck-Rousseau trouvait logiquement irréalisable en 1884, s'est logiquement réalisé en 1908.

La France d'ailleurs n'a pas le privilège des vastes groupements professionnels. L'Angleterre, elle aussi, a son bureau central des Trade-Unions dont la puissance est remarquable. La preuve en est dans les élections de 1906 où la sévère discipline imposée aux compagnons assura le triomphe des candidats libéraux et de la fameuse loi sur l'irresponsabilité des Unions. Sans doute le comité directeur avait usé légalement de son influence. Mais le résultat quel est-il ? Une mesure exceptionnelle et inique qui prépare la voie à d'autres privilèges plus exorbitants encore.

Jamais les résultats fâcheux que l'on croit entrevoir n'arriveront à échéance, ripostent les hommes amis des

réformes. Avec nos projets nouveaux sur les associations ouvrières tout rentrera dans l'ordre et dans le calme. Etudions donc un peu ces remèdes infailibles. Ici, l'éducation morale des travailleurs n'est plus le pivot des innovations que l'on voudrait apporter à la législation des syndicats. On reconnaît bien qu'ils sont un peu turbulents, un peu agités. Mais il n'y a là qu'une crise passagère. Lorsqu'ils auront une capacité civile plus grande, et le droit de faire le commerce, leurs coffres se garniront et la sagesse arrivera. Ayant quelque chose à conserver, les prolétaires se feront conservateurs. Les faits, ajoute-t-on, sont là pour appuyer la théorie. Ainsi les syndicats agricoles ont devancé les réformes parlementaires ; ils se sont enrichis pour le plus grand bien de tous. D'accord. Mais il n'empêche que leurs opérations ont été jugées illégales et qu'avec une maladresse rare, les tribunaux leur ont interdit de faire acte de commerçant. Peu importe, il est vrai, car l'exemple du passé permet d'espérer en l'avenir. Evidemment, il y a là une espérance. Mais les ouvriers des villes écouteront-ils la sirène gouvernementale ? ou se laisseront-ils séduire par les appels haineux de ceux qui crient « casse-cou », dès qu'ils veulent accepter les nouveaux droits qu'on leur propose ? Qui des deux l'emportera de la fraternité ou de la violence ? Nul ne le sait encore. Mais la violence est si simple à prêcher, si aisée à pratiquer qu'elle a peut-être plus de chances

de réussite. En tout cas, 250.000 partisans ont répondu à notre Confédération du travail.

Oh ! elle ne prêche ni la paix, ni la douceur. On en acquiert du reste facilement la conviction. Tenez, lisons un instant les statuts : Article premier. « La Confédération Générale du Travail groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat. »

La preuve n'est pas faite ? Ouvrons alors les brochures des chefs autorisés du mouvement révolutionnaire. « L'autorité patronale est faite de violences et seule la violence peut la supprimer » (M. Griffuelles, *L'Action Syndicale*, p. 15). Plus loin le même auteur ajoute : « Les grèves nous apparaissent comme nécessaires ; d'abord parce qu'elles forment les travailleurs et les disposent pour la lutte. Elles habituent la classe ouvrière à l'action et à la défense des intérêts » (p. 20). Le jeu serait facile de poursuivre les citations. Mais sous des variantes de forme, le fond est le même : la grève c'est la guerre et la guerre doit mener le prolétariat à la victoire :

Du reste les révolutionnaires ne sont pas les seuls qui considèrent la coalition sous cet aspect. M. Viviani, ministre du travail et de la prévoyance sociale, ne s'écriait-il pas, à propos de la dissolution de la C. G. T., que quelques-uns réclamaient : « Comment, c'est à ce moment où le monde patronal — c'est son droit et son

« devoir — se resserre de tous côtés, c'est au moment
« où, à l'image de la Confédération ouvrière, il fortifie
« lui aussi — c'est son devoir — toutes les forteresses,
« c'est à ce moment-là que, profitant de la violence de
« quelques-uns, nous irons désarmer pour les luttes
« professionnelles le plus grand nombre des ouvriers ?
« C'est au moment où ces forces patronales se resser-
« rent, que nous viendrons demander aux ouvriers
« d'abandonner leur organisation ? »

La preuve paraît faite : la grève c'est bien la guerre. Mais la guerre, dans l'état, est-elle acceptable ? Non si l'on veut la prospérité du pays ou si l'on rêve sa mort.

Ce qui ne veut pas dire que toute coalition doit être prohibée. Evidemment les ouvriers qui ne touchent, ni de près ni de loin à un service d'utilité générale, peuvent cesser le travail quand bon leur semble. Mais ici encore, il faut mettre en garde contre elles-mêmes, les masses prolétariennes, en leur imposant des responsabilités rigoureuses pour les actes délictueux auxquels elles se livrent : responsabilité civile et responsabilité pénale. L'une n'est que l'application des principes généraux de notre droit ; l'autre est la conséquence nécessaire du danger que présente, pour la nation et les particuliers, une foule d'individus solidement embri- gadés et obéissant aux ordres d'un seul chef. Mais les pénalités de droit commun n'apparaissent pas comme une sanction adéquate du fait de grève. Faites pour les individus, sont-elles suffisantes pour réfréner l'ardeur

des syndicats en bataille ? On peut douter, car la liste est longue des pillages et des incendies qui apportent à bien des coalitions un sanglant commentaire.

Bref, la grève n'est pas un droit, elle ne doit être qu'une faveur accordée par un gouvernement puissant à ceux dont l'industrie n'est pas indispensable à la vitalité du pays.

A côté du nombre il faut une autorité qui réfrène ses entraînements inévitables. Sinon les syndicats, nouvelles corporations, seront plus dures et plus oppressives que celles du moyen âge ; sinon la grève, bonne arme de bataille, ne sera qu'un instrument de ruine. « Il n'y aura plus alors qu'à se livrer en paix aux douceurs « de la guerre civile » (G. Clémenceau).

Vu :

Le Doyen,

P. CAUWÈS.

Vu :

Le Président de la Thèse,

SOUGHON.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE. — Le droit de grève en France . . .	1
CHAPITRE I. — La loi française et la grève. Loi de 1864 . . .	6
CHAPITRE II. — Articles 414, 415 et 416 du Code pénal. . .	13
CHAPITRE III. — Loi de 1884. Abrogation de l'article 416 . . .	20
CHAPITRE IV. — L'article 1780 du Code civil et la loi de 1890 . . .	25
DEUXIÈME PARTIE. — Les limites du droit de grève et la	
 jurisprudence	37
CHAPITRE I. — Les préliminaires de la grève	38
CHAPITRE II. — La déclaration de grève	44
CHAPITRE III. — Exercice de la grève.	52
CHAPITRE IV. — La fin de la grève.	62
CHAPITRE V. — Suites de la grève	65
CHAPITRE VI. — Résumé	68
TROISIÈME PARTIE. — Les limites du droit de grève en	
 Angleterre	73
CHAPITRE I. — Le bill de 1824	73
CHAPITRE II. — L'act de 1825	82
CHAPITRE III. — Nouvelle limitation du droit de grève par	
l'application des vieilles lois	80
CHAPITRE IV. — Limitation libérale du droit de grève . . .	94
CONCLUSIONS GÉNÉRALES	123

LA ROCHELLE, IMPRIMERIE NOUVELLE NOEL TEXIER.
